



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE
DANS L'UEMOA**

Troisième trimestre 2012



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Bassambié BATIONO
*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*
Email : courrier.zdrs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA ^(*)

Troisième trimestre 2012

() Publiée deux mois après la fin du trimestre sous revue.*

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
POINTS SAILLANTS AU TROISIEME TRIMESTRE 2012	6
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
1.1 – Activité économique dans le monde	7
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services	8
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires	8
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières	8
1.3 – Marchés financiers mondiaux	10
1.3.1 - Taux de change des principales devises	10
1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux	11
II - CONJONCTURE INTERNE	11
2.1 – Secteur réel	11
2.1.1 - Activité économique	11
<i>a) Activité industrielle</i>	12
<i>b) Taux d'utilisation des capacités, coûts salariaux et effectifs employés</i>	14
<i>c) Bâtiments et travaux Publics</i>	15
<i>d) Activité commerciale</i>	15
<i>e) Services marchands</i>	17
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité	17
<i>a) Evolution de l'inflation</i>	17
<i>b) Evolution de la compétitivité</i>	22
2.2 – Finances Publiques	23
2.3 – Secteur extérieur	24
2.4 – Secteur monétaire et financier	25
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union	25
2.4.2 - Evolution du marché monétaire	25
2.4.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union	27
2.4.4 - Evolution du marché financier	28
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires	29
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES	30
3.1 – Perspectives économiques mondiales	30
3.2 – Perspectives économiques internes	32
ANNEXES	34

AVANT-PROPOS

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture aux plans interne et international. Les informations sur la conjoncture interne sont essentiellement collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

POINTS SAILLANTS AU TROISIEME TRIMESTRE 2012

La conjoncture économique internationale a été marquée au troisième trimestre 2012 par la morosité de l'activité économique dans la plupart des pays avancés et la contraction du commerce mondial.

***Dans l'UEMOA, la conjoncture économique reste bien orientée.** Au troisième trimestre 2012, en glissement annuel, l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 3,0% et celui du chiffre d'affaires s'est accru de 12,7%.*

***Le taux d'inflation dans l'UEMOA,** en glissement annuel, est passé de 2,1% à fin juin 2012 à 2,3% à fin juillet 2012, puis à 2,4% à fin août 2012 avant de se situer à 2,7% à fin septembre 2012. Cette remontée de l'inflation résulte de la progression des prix des céréales et des produits de la pêche dans la plupart des pays de l'Union, ainsi que de la hausse des prix des carburants dans certains pays. Elle s'explique également par les effets de la crise socio-politique au Mali. En perspective, la progression des prix serait de 2,5% au quatrième trimestre 2012, stable par rapport au trimestre précédent. L'accroissement du niveau général des prix reflète la hausse des prix des produits alimentaires importés et du coût des services de transport.*

***La position concurrentielle de l'Union,** appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER), indique, en glissement annuel, un gain de compétitivité de 4,2% au troisième trimestre 2012, après celui de 4,4% enregistré le trimestre précédent. Cette évolution est en liaison essentiellement avec la dépréciation de l'euro par rapport au dollar américain.*

***Les conditions monétaires dans l'Union se sont assouplies,** l'indice ayant replié de 0,2%, en glissement annuel. Cette évolution résulte essentiellement de la diminution du taux de change effectif nominal, atténuée par la hausse du taux d'intérêt du marché interbancaire.*

*Au plan de la **politique monétaire,** la BCEAO a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. Une baisse des taux a été observée sur le marché des adjudications et sur le marché interbancaire.*

***Les conditions de banque** ont été marquées par une remontée des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union au troisième trimestre 2012, après une succession de baisses sur les trois derniers trimestres. Hors prêts au personnel des banques, charges et taxes, le taux d'intérêt débiteur moyen s'est situé à 8,06% au troisième trimestre 2012 contre 7,86% au trimestre précédent.*

I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 – Activité économique dans le monde

Ralentissement du commerce mondial.

La conjoncture économique internationale au troisième trimestre 2012 est caractérisée par une activité morose dans la plupart des pays avancés. Le ralentissement de l'activité économique s'est poursuivi notamment dans les pays émergents sous l'effet de la contraction du commerce mondial, en particulier en Chine du fait de la baisse de la demande en provenance de l'Europe, son premier client. **Aux Etats-Unis**, nonobstant la morosité de l'économie mondiale, les données conjoncturelles indiquent une hausse de la croissance moyenne du produit intérieur brut réel, en glissement annuel, de 0,4% au troisième trimestre 2012. L'économie américaine serait portée par le dynamisme de sa demande intérieure privée. Au plan de la politique monétaire, la Fed a poursuivi sa politique accommodante par le lancement d'une troisième vague de mesures d'assouplissement quantitatif (QE3).

L'activité économique en recul dans la Zone euro.

Dans la **Zone euro**, les tensions financières persistantes affaiblissent la transmission de la politique monétaire. Face à cette situation, la BCE a décidé d'intensifier ses mesures non conventionnelles, en annonçant le lancement d'un programme de rachats d'obligations souveraines. Cette annonce a eu un effet favorable immédiat sur les conditions de financement de l'Espagne et de l'Italie, et fait reculer les craintes sur la soutenabilité de leurs finances publiques. En dépit de ces mesures, le produit intérieur brut de la Zone ressortirait en baisse de 0,2% au troisième trimestre 2012.

Au **Royaume-Uni**, le produit intérieur brut a renoué avec la croissance au troisième trimestre 2012, après trois trimestres de contraction de l'économie. Selon l'Office des statistiques nationales, le PIB ressortirait en hausse de 1,0% par rapport au trimestre précédent où il était en recul de 0,4%.

Au **Japon**, après un rebond de l'activité économique au premier semestre 2012, le taux de croissance du PIB ressortirait stable au troisième trimestre. Cette situation est liée à l'affaiblissement des soutiens budgétaires et des débouchés extérieurs notamment vers l'Union européenne et les pays asiatiques. En outre, les importants achats d'énergie, afin de compenser l'arrêt de la quasi-totalité des réacteurs nucléaires du pays gonfleraient les importations.

Décélération de la croissance du PIB réel de la Chine au troisième trimestre 2012.

En **Chine**, le ralentissement de l'activité économique observé depuis le début de l'année s'est poursuivi au troisième trimestre 2012. Selon les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques, le taux de progression du produit intérieur brut est ressorti à 7,4% au troisième 2012 contre 7,6% un trimestre plutôt. Cette évolution traduit la volonté du gouvernement de simplifier la détaxe à l'exportation des entreprises afin de stabiliser le commerce.

1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services

1.2.1 – Evolution des prix chez les principaux partenaires

Une remontée du taux d'inflation a été enregistrée au troisième trimestre 2012 dans les pays

Hausse de taux d'inflation dans les pays développés.

développés partenaires de l'UEMOA. Dans la Zone euro, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 2,4% à fin juin 2012 à 2,6% à fin septembre 2012. La hausse des prix est liée essentiellement au renchérissement des boissons alcoolisées et tabac et des produits alimentaires. Aux Etats-Unis, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti à 2,0% à fin septembre 2012 contre 1,7% à fin juin 2012.

Dans les pays environnants de l'Union, une décélération de l'inflation a été observée au Nigeria et au Ghana. Au Nigeria, le taux d'inflation est passé de 12,9% à fin juin 2012 à 11,3% à fin septembre 2012. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti à 9,4% à fin septembre 2012, stable par rapport à fin juin 2012. Les tensions sur les prix dans ces pays sont essentiellement imprimées par le renchérissement des produits alimentaires et la hausse des prix des produits pétroliers, notamment au Nigeria où la subvention des prix des carburants par l'Etat a été réduite.

Tableau 1 : Inflation dans les pays partenaires							
	Moyenne (en %)		Glissement annuel (en %)				
	2010	2011	sept-11	juin-12	juil-12	août-12	sept-12
Zone euro	1.6	2.7	3.0	2.4	2.4	2.6	2.6
Etats-Unis	1.6	3.6	3.9	1.7	1.4	1.7	2.0
Japon	-0.7	0.2	0.0	-0.2	-0.4	-0.4	-0.3
Ghana	10.8	8.6	8.4	9.4	9.5	9.5	9.4
Nigeria	12.4	10.2	10.3	12.9	12.8	11.7	11.3
UEMOA	1.4	3.9	3.8	2.1	2.3	2.4	2.7

Sources : EUROSTAT, INS, BCEAO.

1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

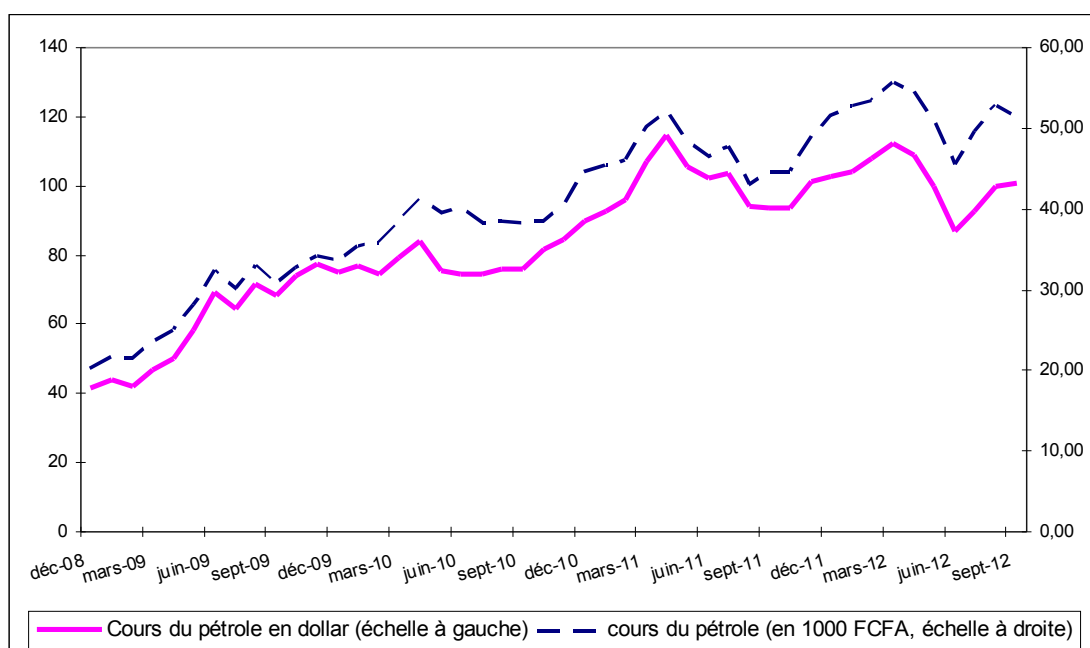
Baisse des cours du baril de pétrole brut.

Les cours mondiaux du pétrole brut se sont légèrement inscrits en baisse au troisième trimestre 2012. Cette évolution résulte essentiellement de l'incertitude qui pèse sur la croissance dans la Zone euro et, dans une moindre mesure, de l'appréciation du dollar vis-à-vis de l'euro. Les cours moyens du pétrole brut (WTI, BRENT, DUBAI) sont ressortis à 97,8 dollars au troisième trimestre 2012 contre 98,6 dollars au trimestre précédent, soit un repli de 0,8%. Exprimés en franc CFA, les cours du pétrole brut ont augmenté de 1,8% au troisième trimestre 2012.

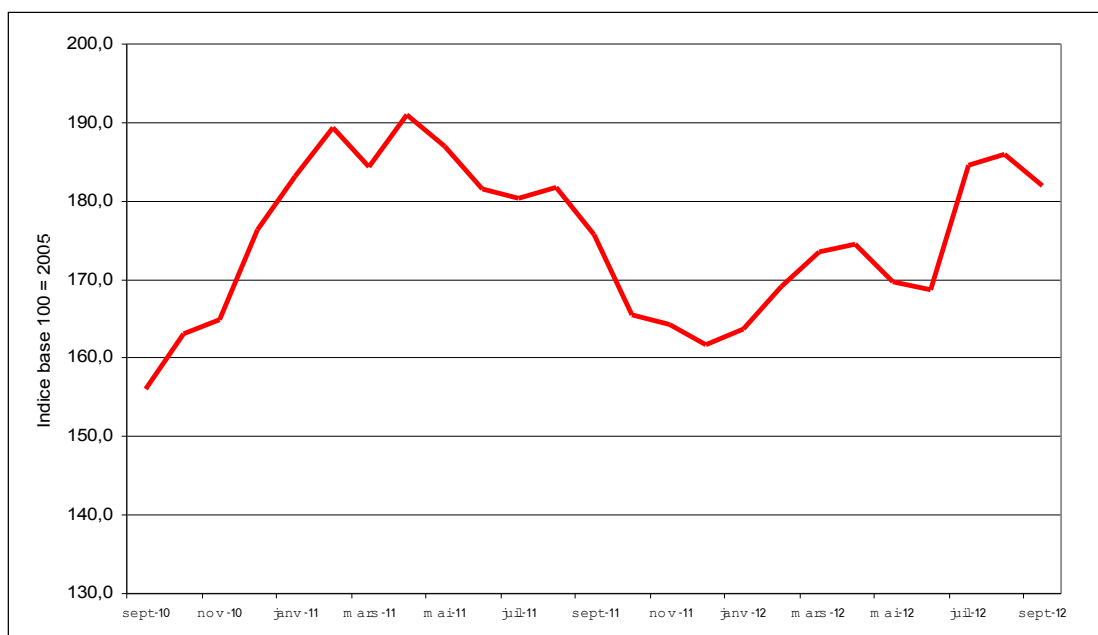
Hausse des cours internationaux des denrées alimentaires.

Les cours mondiaux des produits alimentaires ont enregistré une progression de 7,7% au troisième trimestre 2012, après une hausse 1,3% au deuxième trimestre 2012. Cette évolution est imprimée principalement par les prix du blé qui ont progressé de 29,9% et les cours des produits laitiers de 24,5%, en liaison avec notamment la baisse de la production mondiale consécutive à la sécheresse qui a frappé durement les Etats-Unis, et une grande partie de l'Europe et de l'Asie centrale. En outre, les cours mondiaux des produits alimentaires se sont accrus de 2,6% par rapport à la même période de l'année 2011.

Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut



Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI



Baisse des cours du coton et du caoutchouc.

Les cours des principaux produits exportés par l'Union restent marqués par la chute des prix internationaux du coton et du caoutchouc. En effet, les cours du coton et du caoutchouc ont baissé de 6,7% et 13,9% au troisième trimestre 2012 par rapport au deuxième trimestre 2012. Pour leur part, les cours du cacao et du café ont progressé de 10,2% et 1,0% au cours du trimestre sous revue par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les prix des

principaux produits exportés par l'Union se sont inscrits en baisse en raison de l'accroissement de l'offre sur le marché mondial.

Tableau 2 : Evolution des cours des principaux produits d'exportations de l'UEMOA								
		3 T 2011	4 T 2011	1 T 2012	2 T 2012	3 T 2012	Variation trimestrielle	Glissement annuel
Café Robusta	OICC en cents par livre	110,4	95,9	98,7	104,0	105,1	1,0	-4,9
Cacao	OICC en cents par livre	138,3	112,2	106,1	102,5	112,9	10,2	-18,3
Coton	N.Y. 2è en cents par livre	129,6	103,4	100,4	90,3	84,2	-6,7	-35,1
Caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	329,4	275,0	287,5	266,2	229,3	-13,9	-30,4

Sources : Reuters, BCEAO.

1.3 – Marchés financiers mondiaux

1.3.1 - Taux de change des principales devises

Evolution contrastée de l'euro par rapport aux principales devises.

Au troisième trimestre 2012, l'évolution de la monnaie commune européenne a été contrastée vis-à-vis des principales devises dans un contexte d'incertitude et des craintes persistantes sur la situation financière dans la Zone euro. En effet, l'euro s'est apprécié de 2,7% et 0,2% respectivement face au dollar américain et au yen japonais. Par contre, la monnaie européenne s'est dépréciée de 1,1% par rapport à la livre sterling.

Tableau 3 : Evolution des taux de change des principales devises							
	Cours au 30/09/2012	Cours au 30/06/2012	Cours au 30/09/2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel	Variation sur 2012 *	Variation sur 2011
EURO en DOLLAR US	1,2930	1,2590	1,3503	2,7	-4,2	-0,1	-3,2
EURO en LIVRE STERLING	0,7981	0,8068	0,8667	-1,1	-7,9	-4,5	-3
EURO en YEN JAPONAIS	100,37	100,13	103,79	0,2	-3,3	0,2	-7,8

Sources : Reuters, BCEAO.

* cours au 30/09/2012 comparé au 31/12/2011

En glissement annuel, la monnaie européenne a enregistré une baisse par rapport aux principales devises, en particulier face à la livre sterling (-7,9%).

Au plan de la politique monétaire, l'annonce par la BCE d'un nouveau mécanisme d'intervention sur les marchés de dettes publiques (OMT : opérations monétaires sur titres) a permis une accalmie sur les taux d'intérêt de la Zone. En effet, cette décision s'est traduite par une détente significative des taux d'intérêt sur la dette publique de certains pays européens comme l'Espagne et l'Italie et un rebond des prix des actifs risqués.

1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Hausse des indices boursiers sur les principales places.

Les principales places boursières ont clôturé la séance de fin septembre 2012 en hausse par rapport à fin juin 2012, en liaison avec l'annonce par la BCE d'un nouveau mécanisme d'intervention sur les marchés de dettes publiques (OMT) et le lancement par la FED d'une troisième vague de mesures d'assouplissement quantitatif (QE3). Ces mesures ont cependant contribué à un rebond des principaux indicateurs et réduit le risque d'une récession mondiale profonde et durable.

Ainsi, les principales places boursières américaines tirées par NASDAQ, SP 500 et Dow Jones ont progressé respectivement de 6,2%, 5,8% et 4,3% d'un trimestre à l'autre. Cette même tendance a été observée au niveau des places européennes, où en Allemagne le DAX a gagné 12,5%, le CAC 40 en France a, quant lui, augmenté de 4,9% et le FOOTsie à Londres est ressorti en hausse de 3,1%. Toutefois, le NIKKEI s'est replié de 1,5% à la fin du troisième trimestre 2012.

		Cours au 30/09/2012	Cours au 30/06/2012	Cours au 30/09/2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel	Variation sur 2012 *	Variation sur 2011
S&P 500	USA	1 441	1 362	1 131	5,8	27,3	14,6	0,0
Dow Jones Industrial	USA	13 437	12 880	10 913	4,3	23,1	10,0	5,5
CAC 40	France	3 355	3 197	2 982	4,9	12,5	6,2	-17,0
FOOTSIE 100	Grande Bretagne	5 742	5 571	5 128	3,1	12,0	3,0	-5,0
NIKKEI 225	Japon	8 870	9 007	8 700	-1,5	2,0	4,9	-17,3
DAX	Allemagne	7 216	6 416	5 502	12,5	31,2	22,3	-14,7
NASDAQ	USA	3 116	2 935	2 415	6,2	29,0	19,6	-3,5

Sources : Reuters, BCEAO.

* cours au 30/09/2012 comparé au 31/12/2011

Par ailleurs, toutes les places boursières ont enregistré des fortes hausses en glissement annuel, en particulier le DAX (+31,2%), le NASDAQ (29,0%), le S&P 500 (+27,3%) et le Dow Jones (+23,1%).

II - CONJONCTURE INTERNE

2.1 – Secteur réel

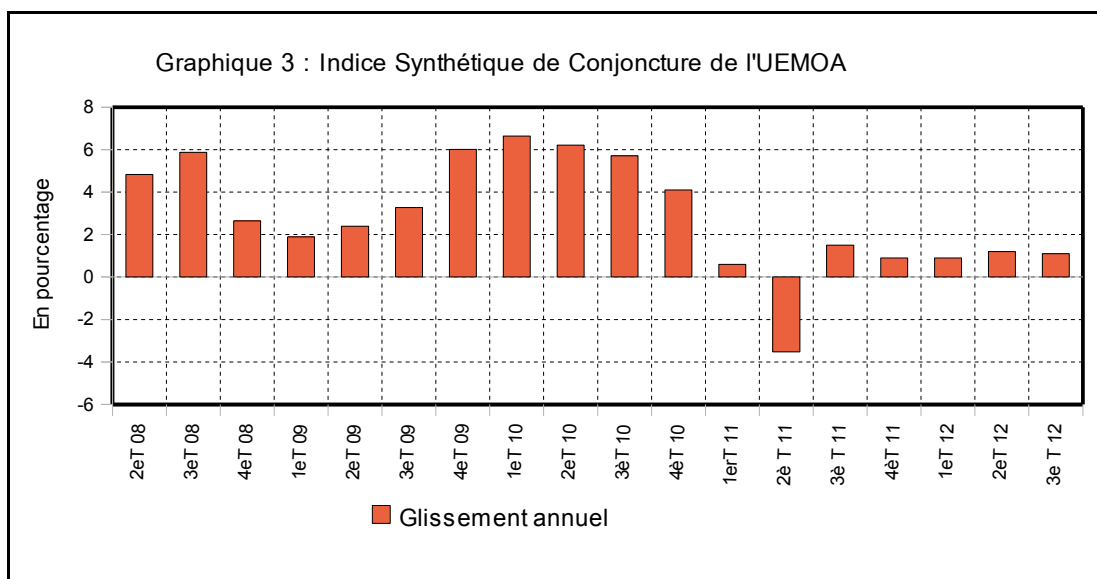
2.1.1 - Activité économique

La campagne agropastorale 2012/2013 a connu un démarrage régulier sur presque l'ensemble des pays de l'UEMOA. Selon les premières estimations du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), les perspectives des récoltes sont globalement bonnes dans la région. Le niveau de production céréalière attendue dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest pour la campagne agricole 2012/2013 serait en hausse de 5% à 17% par rapport à l'année dernière.

Les données parcellaires disponibles prévoient une hausse de la production céréalière de 42,6% au Niger, 6,4% au Mali, 30% au Burkina et 14,9% au Sénégal. La production vivrière pourrait s'accroître d'au moins 7% environ pour l'ensemble des pays côtiers, par rapport à la précédente campagne agricole. La production de coton est également prévue à la hausse (37% au Burkina, 37,5% en Côte d'Ivoire et 4% au Mali). En revanche, la production de cacao est prévu en baisse de 10,7% sur l'année 2012.

Evolution favorable de la conjoncture économique dans l'UEMOA.

Les résultats jugés satisfaisants de la campagne agricole en cours devraient contribuer à dynamiser l'activité industrielle. Celle-ci a poursuivi sa tendance haussière entamée depuis le troisième trimestre 2011. Au cours du troisième trimestre 2012, l'indicateur synthétique de conjoncture (ISC) est ressorti relativement stable par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, il s'est accru de 1,1%, soutenu par la bonne tenue de l'activité dans le secteur industriel, dans le commerce et dans les services marchands¹.



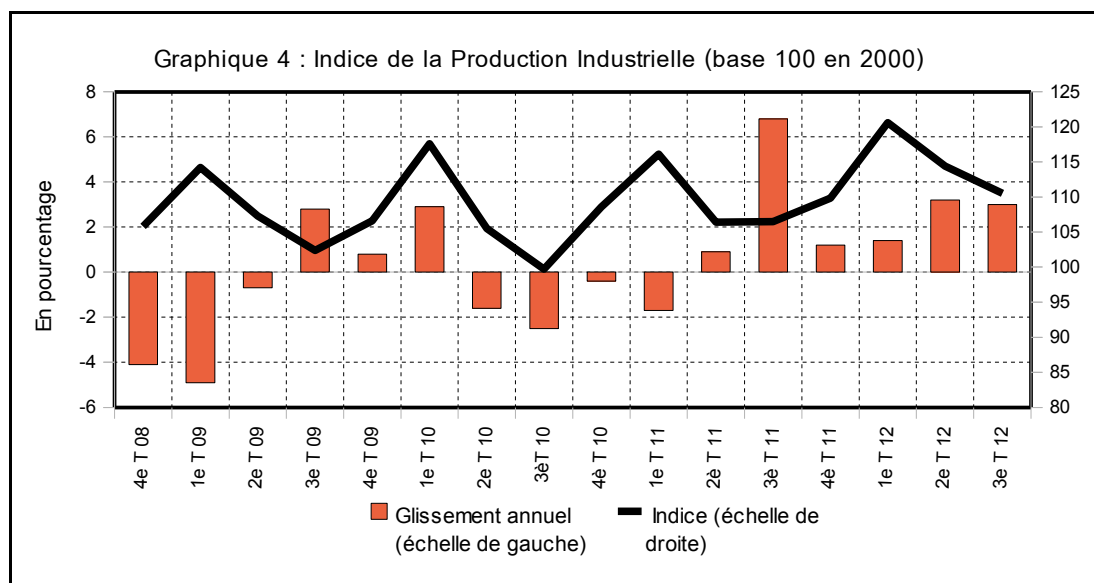
a) Activité industrielle

La production industrielle a enregistré une baisse au troisième trimestre 2012, après celle observée au trimestre précédent. L'indice de la production industrielle a ainsi reculé de 3,4 points de pourcentage, après la perte de 5,2 points du deuxième trimestre 2012. Cette baisse de performance est relevée principalement dans le secteur des mines (-4,0%) et dans les industries manufacturières (-2,0%).

En effet, dans le secteur des mines, l'extraction de pétrole brut et de gaz en Côte d'Ivoire a connu une interruption, du fait des travaux de maintenance. En outre, dans la plupart des pays, notamment ceux du sahel, les industries agro-alimentaires et industries chimiques, ont enregistré une baisse de leur production. La baisse est saisonnière et précède généralement le renouvellement du stock des produits de la campagne agricole. L'indice de

1. Les analyses sont effectuées sur la base des variations d'indicateurs de soldes d'opinions, sauf pour les activités industrielles et commerciales.

la production des industries manufacturières est ainsi ressorti en baisse de 22,9% au Burkina, 11,2% au Sénégal, de 2,5% au Mali et de 2,1% au Bénin.



Maintien à la hausse de l'indice de la production industrielle, en glissement annuel.

Nonobstant la tendance baissière au cours des deux derniers trimestres, la production industrielle au troisième trimestre 2012 est située au dessus de son niveau de la même période de l'année passée. En effet, en glissement annuel, l'indice ressort en hausse de 3,0% au troisième trimestre 2012. Les progressions sont relevées dans le secteur de l'énergie, celui des industries manufacturières et dans le secteur des mines.

Dans le secteur de l'énergie, l'indice de la branche « électricité, gaz et eau » est en hausse de 9,6% par rapport à l'année précédente. Cette performance s'explique par la progression de la production hydraulique d'électricité et l'accroissement des capacités de la production thermique d'électricité et des forages d'eau potable, notamment en Côte d'Ivoire. La production d'eau et d'électricité est également en augmentation au Bénin, au Sénégal et au Togo.

Dans la branche manufacturière, l'indice de la production est en hausse de 8,0% au troisième trimestre 2012 par rapport à la même période de l'année précédente, reflétant la cadence des unités de transformation agro-alimentaire et de textile, dans tous les pays de l'UEMOA, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Sénégal. En glissement annuel, la production agro-alimentaire a progressé de plus de 30% au Bénin et au Burkina, 24,8% au Mali et de 13,0% en Guinée-Bissau et au Togo. La production des industries manufacturières a été également soutenue par les unités de raffinerie de pétrole, en particulier en Côte d'Ivoire où la Société Ivoirienne de Raffinerie a amélioré le taux d'utilisation de sa capacité de production.

Dans le secteur des mines, la progression de l'indice en glissement annuel continue de bénéficier des effets de la mise en production des nouvelles mines d'or en Côte d'Ivoire

(Tongon) et au Mali (Goukoto), ainsi que l'accroissement des capacités de production de phosphate au Togo.

Tableau 5 : Variation de l'indice de la production industrielle							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	2 ^e T 2012	3 ^e T 2012*	3 ^e T 2011	2 ^e T 2012	3 ^e T 2012	2011	2012**
Bénin	11,3	-10,2	-9,7	14,2	39,3	23,3	15,0
Burkina	-24,3	-13,4	10,7	17,9	24,1	2,1	0,5
Côte d'Ivoire	0,2	4,5	6,9	2,9	0,1	-4,5	3,4
Guinée-Bissau	-10,4	14,8	27,9	-9,3	4,3	8,7	-0,1
Mali	-27,1	-19,4	12,7	-6,3	-6,1	-4,1	-7,6
Niger	8,7	-9,5	4,4	3,4	-3,5	-5,5	6,5
Sénégal	-2,9	-8,0	13,1	-2,3	-3,2	9,4	-0,7
Togo	0,9	1,7	12,2	2,1	6,3	19,3	8,2
UEMOA	-5,2	-3,4	7,6	3,2	3,0	0,7	2,5

Source : BCEAO.

* Données provisoires pour septembre 2012

** moyenne sur les 9 mois de l'année 2012

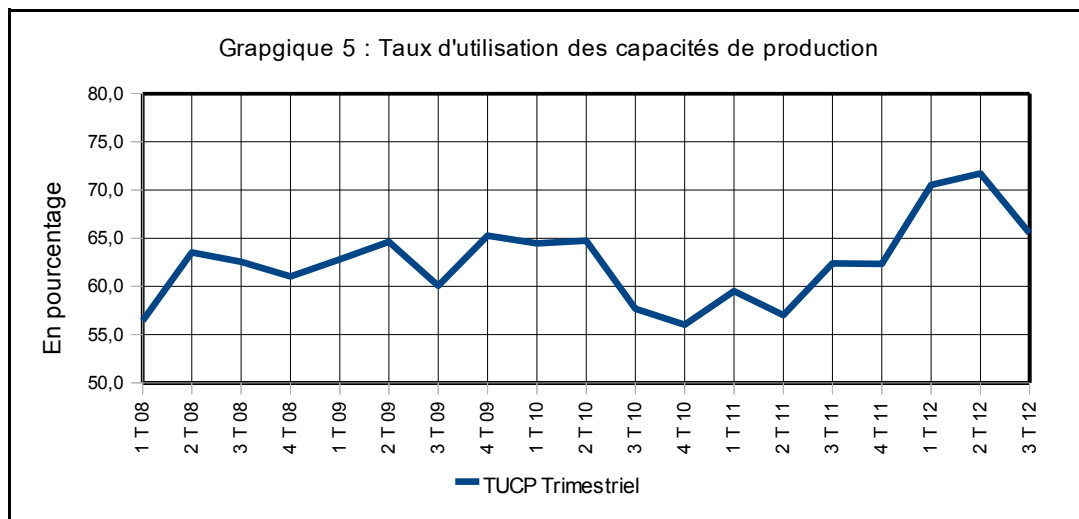
Au troisième trimestre 2012, l'indice de la production industrielle s'est accru, en glissement annuel, de 39,3% au Burkina, 24,1% au Bénin, 6,3% au Togo, 4,3% en Guinée-Bissau et 0,1% en Côte d'Ivoire. En revanche, l'indicateur a reculé au Mali (-6,1%), au Niger (-3,5%) et au Sénégal (-3,2%).

Au total, sur les neuf premiers mois de l'année 2012, l'indice de la production industrielle a enregistré une augmentation moyenne de 2,5% par rapport à la même période de l'année précédente.

b) Taux d'utilisation des capacités de production, coûts salariaux et effectifs employés

Au troisième trimestre 2012, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises est ressorti à 65,5%, en hausse de 3,1 points en glissement annuel, nonobstant le repli de 6,2 points relevé par rapport au trimestre précédent. La hausse en glissement annuel est notamment imputable à la progression enregistrée au Burkina (22,6 points), au Sénégal (12 points) et au Togo (6,6 points). Par pays, le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises industrielles s'est établi à 72,1% au Niger, 70,7% au Sénégal, 70,1% en Côte d'Ivoire, 66,2% au Burkina, 53,8% au Togo, 49,5% en Guinée-Bissau, 41,3% au Bénin et 37,7% au Mali au cours de la période sous revue.

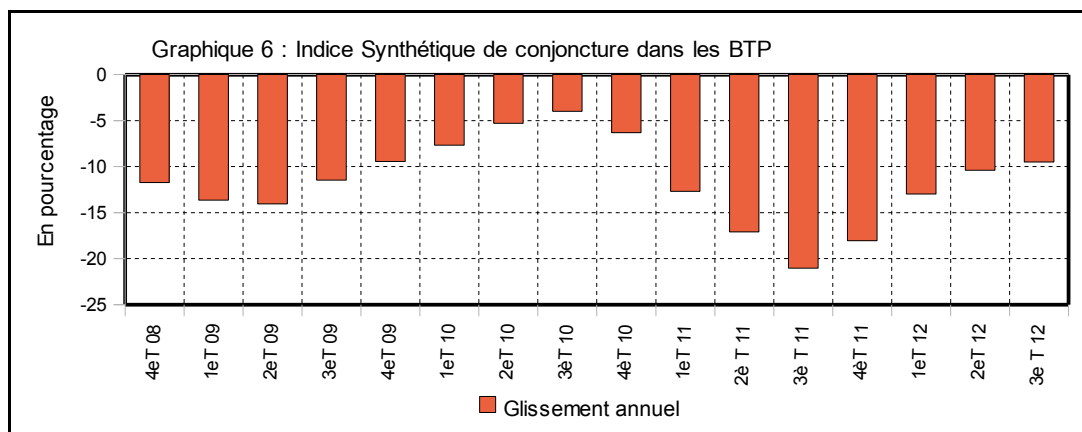
S'agissant des coûts salariaux, une stabilité est observée, en glissement annuel, au troisième trimestre 2012. Quant aux effectifs employés, il est apparu une relative stagnation des personnels permanents dans les entreprises au troisième trimestre 2012. En revanche, la tendance des salariés non permanents est à la baisse.



c) Bâtiments et travaux publics

Ralentissement de l'activité dans les BTP.

Le repli de l'activité dans le secteur des BTP en glissement annuel s'est maintenu à un rythme moins prononcé au troisième trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent. Cette situation est en rapport avec le recul observé dans les mises en chantier et les nouveaux contrats.



La décélération du rythme baissier dans le secteur des BTP est liée en partie aux importants projets d'investissement public entrepris en Côte d'Ivoire. Une stagnation de l'activité a été enregistrée au Bénin, au Burkina, au Sénégal et au Togo. L'activité demeure morose en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger.

Progression de l'activité dans le secteur du commerce.

d) Activité commerciale

Au troisième trimestre 2012, le chiffre d'affaires dans le commerce a enregistré une hausse qui est continue depuis le troisième trimestre 2011. Au cours du trimestre sous revue,

l'indice s'est accru de 0,8% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse trimestrielle est liée principalement aux ventes de produits de l'alimentation (+5,2%) et de produits pétroliers (+0,9%).

La progression des ventes de produits de l'alimentation, en particulier les produits agricoles, est induite par l'augmentation des prix. En effet, le taux d'inflation est passé de 2,1% en juin 2012 à 2,7% en septembre 2012, reflétant l'augmentation des prix des céréales (mil, maïs) dans les pays du sahel. Le prix moyen du sac de 100 kilogrammes de mil, par exemple, est progressivement passé de 19.014 FCFA en septembre 2011 à 30.727 FCFA en septembre 2012, soit une augmentation annuelle de 61,6%.

Les ventes de produits pétroliers se sont également raffermies dans plusieurs pays de l'Union, dont la Guinée-Bissau (+40,7%), le Burkina (+43,6%), le Bénin (+5,8%) et la Côte d'Ivoire (+4,4%), sous l'effet des quantités, en liaison avec l'exécution des investissements publics et privés dans la plupart des pays et l'accélération de la production dans le secteur de la raffinerie en Côte d'Ivoire.

En revanche, les ventes d'articles d'habillement de la personne ont ralenti au troisième trimestre (-14,3%), en rapport avec la baisse de la production des industries textiles. Les ventes d'automobiles ont également baissé, principalement au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo.

Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA)							
	Variation trimestrielle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	2 ^e T 2012*	3 ^e T 2012*	3 ^e T 2011	2 ^e T 2012	3 ^e T 2012	2011	2012**
Bénin	5,2	0,2	-16,3	30,6	45,6	-12,6	31,1
Burkina	14,6	27,4	19,5	24,1	44,7	45,6	25,8
Côte d'Ivoire	2,5	1,1	0,7	43,5	22,0	-13,4	34,4
Guinée-Bissau	14,7	-3,5	48,2	43,8	53,4	41,2	50,6
Mali	-6,7	-1,8	39,7	2,8	-2,6	41,7	5,7
Niger	-0,4	-1,0	9,4	11,0	8,1	23,6	7,0
Sénégal	-1,6	-2,4	5,5	-3,0	0,6	21,5	0,5
Togo	7,2	-2,4	-5,2	-0,8	-3,5	18,4	-2,3
UEMOA (*)	1,2	0,8	7,0	19,9	12,7	6,1	17,6

Source : BCEAO.

* Données provisoires pour septembre 2012

** moyenne sur les 9 mois de l'année 2012

En glissement annuel, le chiffre d'affaires dans le commerce reste bien orienté. Au cours du troisième trimestre 2012, l'indice est ressorti en hausse de 12,7% par rapport à son niveau de la même période de l'année précédente. Cette bonne tenue est notée dans presque

tous les secteurs d'activités et s'explique en partie par le retour à la normale de l'activité commerciale en Côte d'Ivoire, le regain de confiance des consommateurs et l'amélioration de la libre circulation. Les hausses les plus importantes du chiffre d'affaires sont relevées notamment dans le secteur des produits pétroliers (+17,5%) et de l'automobile. Ces hausses ont été observées principalement au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Niger.

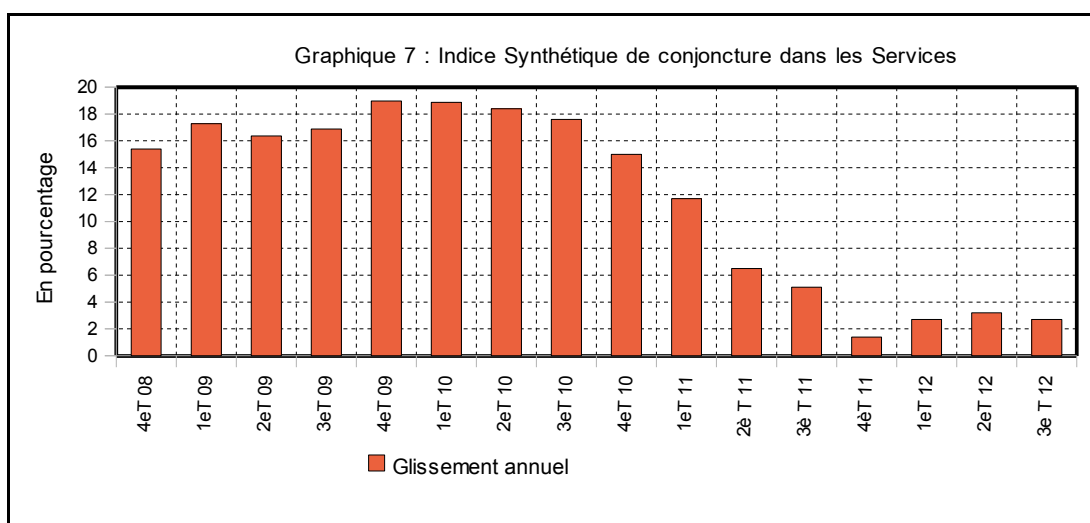
Au troisième trimestre 2012, une hausse du volume des transactions commerciales est enregistrée, en glissement annuel, en Guinée-Bissau (+53,4%), au Bénin (+45,6%), au Burkina (+44,7%), en Côte d'Ivoire (+22,0%), au Niger (+8,1%) et au Sénégal (+0,6%). En revanche, un repli a été observé au Mali (-2,6%) et au Togo (-3,5%).

Au total, sur les neuf premiers mois de l'année 2012, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a connu un accroissement de 17,6%, par rapport à la même période de l'année précédente.

e) Services marchands

Bonne orientation de l'activité dans le secteur des services marchands.

La bonne orientation de l'activité économique dans les services marchands s'est poursuivie en glissement annuel au troisième trimestre 2012. Cette évolution est due au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».



Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse, en glissement annuel, en Côte d'Ivoire. Une relative stabilité est observée au Bénin, au Burkina, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger et au Togo, tandis qu'une baisse est relevée au Sénégal.

2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

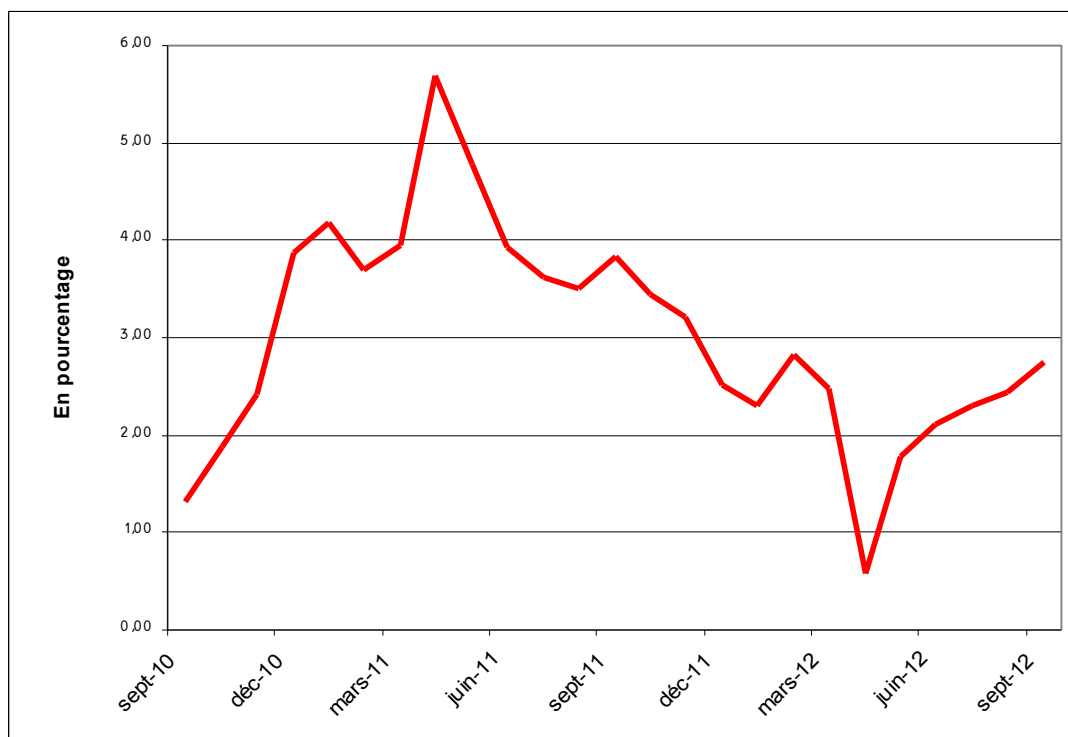
a) Evolution de l'inflation

L'inflation s'est modérément accélérée au cours du troisième trimestre 2012. Le taux d'inflation dans l'UEMOA, en glissement annuel, est passé de 2,1% à fin juin 2012 à 2,3% à fin juillet

Accélération des pressions inflationnistes dans l'Union au 3^e trimestre 2012.

2012, puis à 2,4% à fin août avant de se situer à 2,7% fin septembre 2012. La progression moyenne des prix est ainsi ressortie à 2,5% au troisième trimestre 2012 contre 1,5% au trimestre précédent. Cette remontée de l'inflation résulte de la progression des prix des céréales locales et des produits de la pêche dans la plupart des pays, ainsi que de la hausse des prix des carburants dans certains pays de l'Union. Elle s'explique également par les effets de la crise socio-politique au Mali.

Graphique 8 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA



Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

La fonction « Alimentation » a contribué à hauteur de 1,3 point de pourcentage à la progression des prix. Cette contribution relativement importante s'explique par l'augmentation, en rythme annuel, des prix des céréales locales (mil, maïs, etc.) dans les pays sahéliens enclavés (Burkina, Mali et Niger). Dans ces pays, le prix du sac de 100 kilogrammes de mil est passé de 19.014 FCFA en septembre 2011 à 30.727 FCFA en septembre 2012, soit une hausse de 61,6% après celle de 53,1% relevée à fin juin 2012.

Après l'alimentation, la rubrique « Transport » est la seconde source de la progression des prix. Cette composante a contribué pour 0,5 point de pourcentage. Elle a subi la hausse, au cours du troisième trimestre 2012, des prix moyens des carburants dans l'Union, ressortis supérieurs à leurs niveaux à la même période de 2011. En particulier, l'augmentation des prix des produits pétroliers au Nigeria, à la suite de la diminution des subventions, a induit un renchérissement des carburants vendus en vrac et des services de transport au Bénin et au Togo. En outre, la progression des prix des services au troisième trimestre 2012 a été accentuée par le réajustement des prix à la hausse au Bénin et au Mali.

Tableau 7 : Contributions à l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA (en points de pourcentage)					
Fonctions	sept- 2011	juin - 2012	juil - 2012	août - 2012	sept - 2012
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,8	0,9	1,1	1,2	1,4
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2
Logement	0,4	0,2	0,2	0,2	0,3
Ameublement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Transport	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5
Communication	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et hôtels	0,7	0,3	0,3	0,2	0,2
Autres biens	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	3,8	2,1	2,3	2,4	2,7

Sources : BCEAO, INS.

A fin septembre 2012, les taux d'inflation les plus élevés restent ceux du Bénin (7,4%), du Mali (4,7%) et du Burkina (4,0%). Le taux d'inflation élevé au Bénin est la conséquence des mesures de réduction de la subvention des prix des carburants au Nigeria conjuguée au réajustement des prix à la hausse en août 2012. Au Mali, les tensions sur les prix des produits alimentaires sont accentuées par l'impact de la crise socio-politique. La hausse des prix au Burkina résulte des tensions sur les prix des céréales locales et de la hausse des prix des carburants et des services de transport.

Les taux d'inflation les plus bas sont enregistrés au Niger (0,9%), au Sénégal (1,3%) et en Côte d'Ivoire (2,2%). Au Niger, la relative faiblesse du taux d'inflation est induite par la diminution des prix des carburants à la faveur du démarrage de la production nationale de produits pétroliers. Elle résulte également du repli des prix des produits maraîchers (pomme de terre, oignon, etc.), en rapport avec une offre excédentaire.

Au Sénégal, la baisse des prix des carburants et du gaz en juillet 2012 a contribué à contenir la progression des prix. Les mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire le coût de la vie ont, par ailleurs, freiné la hausse du niveau général des prix.

En Côte d'Ivoire, la progression des prix a été limitée à la faveur des mesures prises par le Gouvernement de suspendre en août 2012, pour une période de trois mois, les droits et les taxes à l'importation de riz. Le faible niveau du taux d'inflation s'explique également par les mesures d'urgences issues de la concertation entre les pouvoirs publics et les importateurs

visant à diminuer les prix du riz et du sucre. Il s'explique par ailleurs par l'effet mécanique de base, du fait du niveau exceptionnellement élevé des prix en 2011, en rapport avec la crise post-électorale.

Dans certains pays également, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour atténuer la tension sur les prix. Ces mesures ont trait notamment à la vente de céréales à prix modérés, à la distribution gratuite de vivres dans les zones à forte insécurité alimentaire et à la suspension des droits et taxes à l'importation pour une durée bien déterminée.

Pavs	sept -11	juin 12	juil -12	août 12	sept -12
Rénin	2,8	6,7	6,0	5,7	7,4
Burkina	4,0	5,4	4,7	4,5	4,0
Côte d'Ivoire	4,7	1,0	1,7	1,9	2,2
Guinée-Bissau	4,8	1,7	1,6	2,6	1,4
Mali	3,2	6,5	5,1	5,1	4,7
Niaer	3,0	-0,1	0,6	-0,2	0,9
Sénégal	2,6	0,2	0,3	1,1	1,3
Togo	4,3	2,0	2,5	2,5	2,7
UEMOA	3,8	2,1	2,3	2,4	2,7

Sources : BCEAO, INS.

Par origine géographique, les prix des produits locaux ont connu une augmentation (+3,1%) plus importante que ceux des biens importés (+1,8%). La progression des prix à fin septembre 2012, pour les biens produits localement, reste liée à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment des céréales, des produits de la pêche, de la viande, ainsi que des combustibles solides et des tarifs de restauration. La hausse des prix des biens importés résulte essentiellement des produits alimentaires importés (blé, lait etc.).

Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 2,2 points et 0,5 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin septembre 2012.

	Composantes	Poids (%)	sept -11	juin 12	juil -12	août 12	sept -12
Variations annuelles (%)	Locales	72,7	3,6	2,3	2,5	2,8	3,1
	Importés	27,3	4,4	1,5	1,8	1,5	1,8
	Inflation globale	100	3,8	2,1	2,3	2,4	2,7
Contributions (%)	Locales	72,7	2,6	1,7	1,8	2,0	2,2
	Importés	27,3	1,2	0,4	0,5	0,4	0,5

Sources : BCEAO, INS.

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits montre que l'inflation à fin septembre 2012 est due à la fois au renchérissement des biens (+2,8%) et des services (+2,4%). La hausse des prix des services résulte de l'augmentation en rythme annuel des coûts des transports, notamment au Bénin, au Burkina et au Togo et de la progression des frais de restauration. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de 1,7 point et 1,0 point de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin septembre 2012.

	Composantes	Pondération (en %)	sept -11	juin 12	juil -12	août 12	sept -12
Variations annuelles (en %)	Biens	60,1	4,7	1,9	2,2	2,2	2,8
	Services	39,9	2,5	2,4	2,3	2,5	2,4
	Inflation globale	100	3,8	2,1	2,3	2,4	2,7
Contributions (en points de pourcentage)	Biens	60,1	2,8	1,1	1,3	1,4	1,7
	Services	39,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0

Sources : BCEAO, INS.

Le taux d'inflation sous-jacente est ressorti stable, en glissement annuel, par rapport à juin 2012.

Le taux d'inflation sous-jacente, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, est ressorti en glissement annuel à 2,4% à fin septembre 2012, stable par rapport à son niveau à fin juin 2012. La progression de l'inflation sous-jacente reste impulsée par le renchérissement des services et des produits alimentaires importés (blé, lait, etc.).

	Composantes	Pondération (en %)	sept -11	juin 12	juil -12	août 12	sept -12
Variations annuelles (en %)	Produits frais	16,6	3,4	1,5	2,4	2,7	4,3
	Energie	7,5	5,9	0,5	2,2	1,2	2,0
	Inflation sous-jacente	75,9	3,7	2,4	2,3	2,5	2,4
	Inflation globale	100	3,8	2,1	2,3	2,4	2,7
Contributions (en points de pourcentage)	Produits frais	16,6	0,6	0,3	0,4	0,4	0,7
	Energie	7,5	0,4	0,0	0,2	0,1	0,1
	Inflation sous-jacente	75,9	2,8	1,8	1,7	1,9	1,9

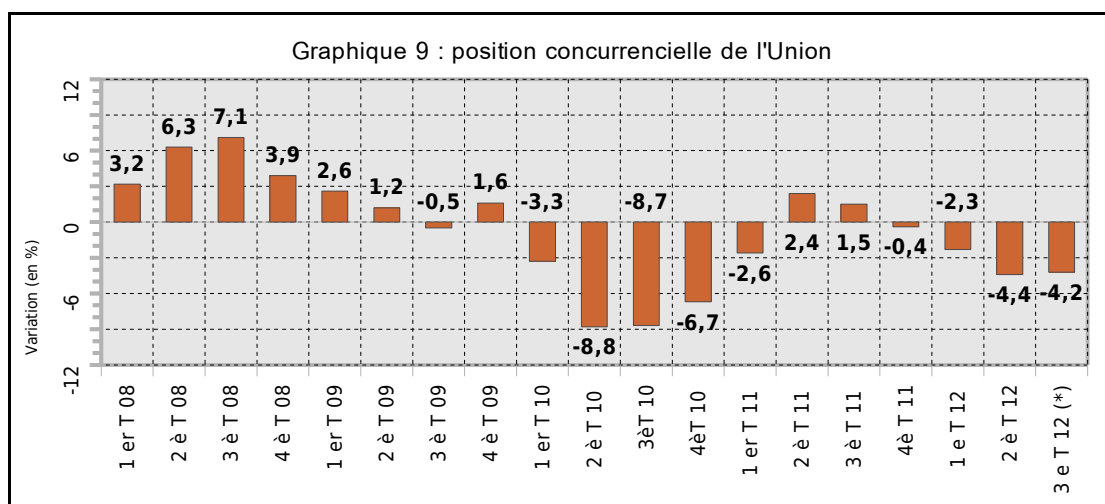
Sources : BCEAO, INS.

b) Evolution de la compétitivité

En glissement annuel, l'Union a enregistré un gain de compétitivité au troisième trimestre 2012, confirmant la tendance observée depuis le quatrième trimestre 2011. En effet,

Gain de compétitivité, en glissement annuel, pour l'Union au troisième trimestre 2012.

l'évolution de la position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel, indique une amélioration de la compétitivité de 4,2% par rapport à ses principaux partenaires, après celle de 4,4% relevée au trimestre précédent.



Source : BCEAO.

(*) : estimations

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

Le gain de compétitivité enregistré au cours du trimestre sous revue s'explique essentiellement par la baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de 2,5%. L'appréciation des monnaies des partenaires reste imprimée par la remontée du dollar américain vis-à-vis de l'euro.

Tableau 12 : Evolution du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)

Fonctions	Années		Variations trimestrielles			Glissements annuels			Cumul depuis 1994	
	2010	2011	1 ^{er} T 2012 (*)	2 ^{ème} T 2012 (*)	3 ^{ème} T 2012 (*)	1 ^{er} T 2012 (*)	2 ^{ème} T 2012 (*)	3 ^{ème} T 2012 (*)	A fin juin 2012 (*)	A fin sept 2012 (*)
Partenaires industrialisés	-1,6	1,3	0,3	-0,7	0,2	-1,0	-2,5	-1,8	-19,6	-19,5
Pays de la Zone euro	-0,2	1,3	0,7	-0,4	0,8	-0,1	-0,9	0,0	-19,1	-18,5
Partenaires environnants	-15,3	-1,5	-4,0	-2,5	-2,9	-4,2	-6,5	-6,9	-57,2	-58,4
Pays asiatiques	-13,1	-1,1	-0,6	-2,6	-3,1	-4,6	-7,7	-7,7	-33,1	-35,2
Pays UE25	-0,7	1,2	0,5	-0,5	0,5	-0,4	-1,5	-0,6	-20,2	-19,7
Pays émergents	-14,2	-1,6	-1,1	-2,8	-3,1	-4,4	-7,9	-8,2	-31,8	-33,9
Pays africains de la Zone franc	0,0	1,4	1,0	0,4	-0,5	-0,2	-1,3	-0,3	0,3	-0,2
Tous partenaires confondus	-6,9	0,2	-0,8	-1,5	-1,1	-2,3	-4,4	-4,2	-29,5	-30,3

Source : BCEAO.

(*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité

(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

L'amélioration de la position concurrentielle est observée par rapport à l'ensemble des regroupements de partenaires. Le gain de compétitivité a atteint 8,2% à l'égard des Etats émergents, 7,7% vis-à-vis des pays asiatiques, 6,9% vis-à-vis des partenaires environnants et 1,8% à l'égard des pays industrialisés.

Au troisième trimestre 2012, en glissement annuel, tous les pays de l'Union enregistrent un gain de compétitivité. L'amélioration de la position concurrentielle est de 6,2% au Niger, 4,5% au Sénégal et au Togo, 4,1% en Côte d'Ivoire, 2,6 au Bénin, 1,7% en Guinée-Bissau, 0,6% au Mali et 0,1% au Burkina.

2.2 – Finances Publiques

Atténuation du déficit budgétaire à fin septembre 2012, en glissement annuel.

L'exécution des opérations financières des Etats s'est soldée à fin septembre 2012 par une atténuation des déficits publics. Le déficit global, base engagements, hors dons, ressortirait à 1.215,4 milliards contre 1.547,0 milliards un an auparavant. L'excédent du solde budgétaire de base se consoliderait à 141,1 milliards après un déficit de 666,5 milliards un an plus tôt. Cette situation est, pour une large part, imputable aux efforts de recouvrement des recettes fiscales.

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union, estimées à 5.300,7 milliards à fin septembre 2012, enregistrent une augmentation de 1.003,9 milliards par rapport à la même période de l'année dernière. Cette progression est notamment imputable à un recouvrement plus rigoureux des recettes fiscales en Côte d'Ivoire et aux retombées positives de l'augmentation de la production minière au Burkina.

Les dépenses et prêts nets se sont accrus de 11,5%, en passant de 5.843,8 milliards à fin septembre 2011 à 6.516,1 milliards à fin septembre 2012. Cette situation s'explique par la hausse des dépenses courantes, notamment les charges d'intérêt sur la dette publique et les transferts et subventions qui ont enregistré respectivement une progression de 6,2% et 20,3%. Les dépenses en capital ont, quant à elles, enregistré une baisse de 58,8 milliards dans les pays de l'Union, en liaison avec la suspension de la plupart des investissements publics au Mali du fait de la crise et des ajustements budgétaires au Sénégal.

2.3 – Secteur extérieur²

Le déficit de la balance commerciale de l'Union s'est creusé, en variation trimestrielle, de 181,6 milliards, en passant de 245,3 milliards au deuxième trimestre 2012 à 426,9 milliards au troisième trimestre 2012. Cette évolution est imputable à une hausse des importations en valeur FOB (+7,5%) plus importante que celle des recettes d'exportations (+1,8%).

Les exportations sont ressorties en hausse de 1,8%, passant de 2.840,4 milliards au deuxième trimestre 2012 à 2.891,4 milliards au troisième trimestre 2012. Cette situation est essentiellement

² Estimations au troisième trimestre 2012. Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des dernières réalisations et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional lors de la période sous revue.

attribuable à la hausse des prix libellés en FCFA du cacao (+11,9%), de l'or (+5,2%), du café (+4,2%) et du pétrole (+1,2%), dont les effets ont été atténués par le repli des cours de la noix de cajou (-14,5%), du caoutchouc (-11,4%) et du coton (-5,3%).

Les importations sont estimées à 3.318,3 milliards en valeur FOB au cours du troisième trimestre 2012, en hausse de 7,5% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet conjugué de la hausse du volume et des prix des principaux produits importés³. La progression des importations est essentiellement localisée au niveau des produits alimentaires (+7,1%), des produits pétroliers et énergétiques (+9,0%), ainsi que des biens d'équipement et intermédiaires (+5,1%), dans le cadre de la réalisation d'infrastructures publiques et le développement de projets miniers et pétroliers dans certains pays de l'Union.

Comparé au même trimestre de l'année précédente, le solde de la balance commerciale de l'Union affiche une détérioration de 104,1 milliards, en raison d'une hausse des importations (+7,8%) plus importante que celle des exportations (+5,0%). La progression des exportations traduit, d'une part, l'impact positif des réformes entreprises par la Côte d'Ivoire dans la filière café qui a stimulé l'offre de ce produit en 2012 ainsi que les regains d'activité dans la production du coton et de la noix de cajou respectivement au Mali et au Bénin. Les exportations ont également bénéficié d'une évolution favorable des prix du pétrole (+17,4%), du café (+12,4%) et de l'or (+7,2%). La hausse des importations en glissement annuel est essentiellement localisée au niveau des produits alimentaires et autres biens de consommation courante, ainsi que des acquisitions de biens intermédiaires et d'équipement.

L'évolution des achats à l'extérieur des produits alimentaires et autres biens de consommation courante dans certains pays de l'Union, traduit principalement la gestion des effets de la crise alimentaire consécutive au déficit céréalier enregistré dans les pays du Sahel, lors de la campagne agricole 2011/2012, ainsi que des inondations survenues au cours du mois d'août 2012. Quant à l'accroissement des importations en biens d'équipement et intermédiaires, il est en rapport avec la poursuite et l'intensification des investissements publics et privés, du fait notamment de la mise en œuvre d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales en Côte d'Ivoire⁴ et du développement de nouveaux projets miniers et pétroliers dans certains pays de l'Union comme le Burkina et le Niger.

La hausse de la facture des importations a, toutefois, été atténuée par la baisse des importations des produits pétroliers, du fait de l'accroissement de l'offre intra-communautaire, consécutif à l'entrée en phase de production de la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) au Niger.

S'agissant du taux de couverture des importations par les exportations, il s'est situé à 87,1% à fin septembre 2012, contre 92,1% à fin juin 2012 et 89,5% à fin septembre 2011.

³ Il s'agit notamment des prix des produits pétroliers (+1,2%), du riz (+5,4%), du blé (+39,0%), du maïs (+29,9%) et des huiles (+6,0%), etc.

⁴ La Côte d'Ivoire a lancé en 2012 un Plan National de Développement (PND) d'un coût global de 12.000 milliards de FCFA sur la période 2012-2015. Ce programme prévoit notamment d'importants projets de construction d'infrastructures économiques et sociales, telles que des routes, des ponts, des centrales électriques, des écoles et des hôpitaux.

2.4 – Secteur monétaire et financier

2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

Hausse de la masse monétaire à fin septembre 2012.

La masse monétaire dans l'UEMOA a augmenté à fin septembre 2012, comparée à fin juin 2012, poursuivant ainsi sa tendance haussière. En effet, elle a enregistré une progression de 0,1% pour se fixer à 13.915,7 milliards à fin septembre 2012 contre 13.904,4 milliards à fin juin 2012 et 12.861,5 milliards un an plus tôt.

Les dépôts à vue ont enregistré une baisse de 0,1% à 5.421,6 milliards, contrairement aux dépôts à terme, qui ont augmenté de 3,1% pour s'établir à 4.914,1 milliards au cours de la période sous revue.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont connu, à fin septembre 2012, un repli de 2,1% par rapport à fin juin 2012, pour se situer à 5.209,7 milliards. Cette évolution est liée à une légère diminution des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et une chute sensible de ceux des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 11.077,2 milliards à fin septembre 2012 contre 10.833,0 milliards à fin juin 2012, en hausse de 2,3%. Cette situation traduit une augmentation des concours au secteur privé de 2,2% et un accroissement des créances nettes aux Etats de 2,4%. La progression des crédits à l'économie est attribuable à la hausse de 4,2% des crédits à moyen et long termes et une augmentation de 0,8% des crédits à court terme.

2.4.2 - Evolution du marché monétaire

Hausse du montant mis en adjudication sur les guichets de la BCEAO.

Au cours du troisième trimestre 2012, la Banque Centrale a poursuivi les opérations d'appel d'offres d'injection de liquidité. Les montants mis en adjudication se sont globalement accrus pour répondre à la demande croissante de liquidité des banques. Ainsi, sur le marché à une semaine, le montant moyen hebdomadaire mis en adjudication est passé de 450,0 milliards au cours du deuxième trimestre 2012, à 491,7 milliards au cours du trimestre sous revue. Sur le guichet à un mois, le montant moyen mensuel mis en adjudication a été porté à 433,3 milliards au cours du trimestre sous revue contre 362,5 milliards un trimestre plus tôt.

Les opérations d'injection de liquidité sont réalisées à taux variables et assorties d'un taux minimum de soumission de 3,0% depuis le 16 juin 2012. Sur le guichet hebdomadaire, le taux moyen pondéré s'est situé à 3,06% à fin septembre 2012 contre 3,25% à fin juin 2012. S'agissant du guichet à un mois, le taux moyen pondéré est passé de 3,27% à la fin du deuxième trimestre 2012 à 3,13% à la fin du troisième trimestre 2012.

Le marché interbancaire est apparu au troisième trimestre 2012 moins animé, comparativement au trimestre précédent. En effet, le volume moyen des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, a reculé de 13,4 milliards, pour se fixer à 56,3 milliards par rapport au trimestre précédent. Cette évolution du volume des opérations a

concerné principalement le compartiment à une semaine, sur lequel le volume moyen hebdomadaire des opérations est passé de 49,3 milliards au deuxième trimestre 2012 à 30,6 milliards au troisième trimestre 2012.

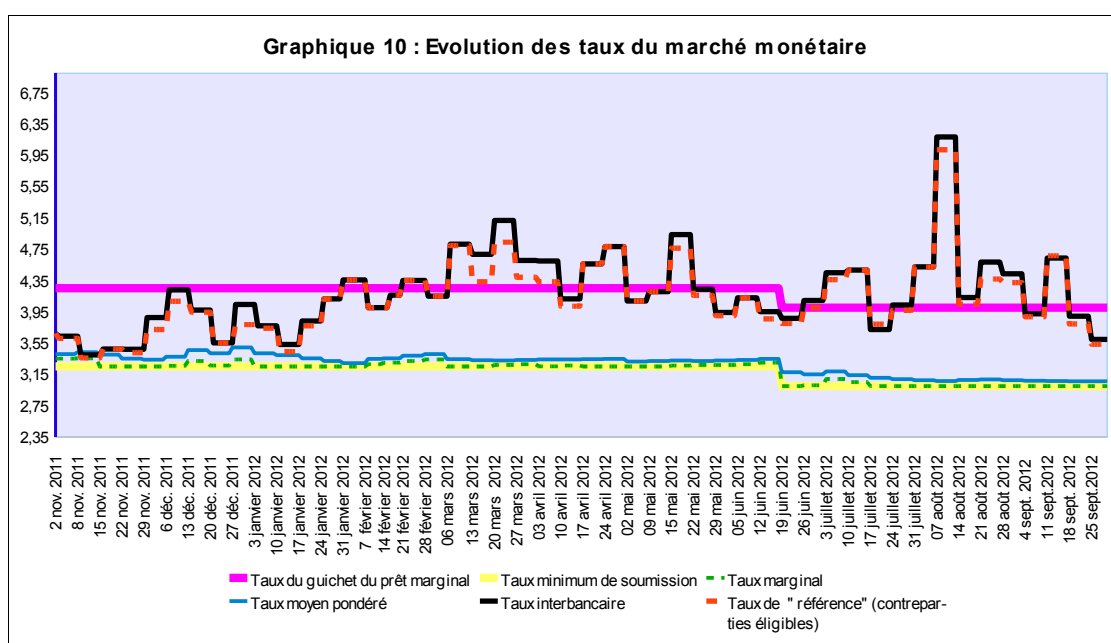
Repli du taux d'intérêt sur le marché interbancaire.

L'accroissement des montants injectés par la Banque Centrale a eu un effet baissier sur les taux du marché interbancaire au troisième trimestre 2012. En effet, le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est passé de 4,62% au deuxième trimestre 2012 à 4,57% au troisième trimestre 2012. Sur le compartiment à une semaine, la détente de taux interbancaire est plus perceptible, ressortant à 4,02% au troisième trimestre 2012 contre 4,36% au cours du trimestre précédent, soit une baisse de 34 points de base. Le taux interbancaire à une semaine se situe légèrement au dessus de la borne supérieure du corridor constitué par le taux du prêt marginal de 4,0% et le taux minimum de soumission de 3,0%.

Baisse des encours du prêt marginal.

Les opérations au guichet du prêt marginal ont enregistré un repli au cours du trimestre sous revue. L'encours des prêts sur ce guichet est ressorti en recul de 9,1 milliards au troisième trimestre 2012, pour se situer à 59,2 milliards.

Sur le marché des titres publics, l'encours des ressources mobilisées par les Trésors, sous forme de bons, toutes maturités confondues, est évalué à 1.088,4 milliards à fin septembre 2012 contre 1.171,4 milliards à fin juin 2012. Les montants mobilisés par les Etats sous forme de bons du Trésor a atteint 285,9 milliards sur le troisième trimestre 2012 contre 212,2 milliards le trimestre précédent. Les Trésors publics de l'Union ont mobilisé des ressources au taux moyen de 5,68%, en baisse de 11 points de base par rapport au trimestre précédent.



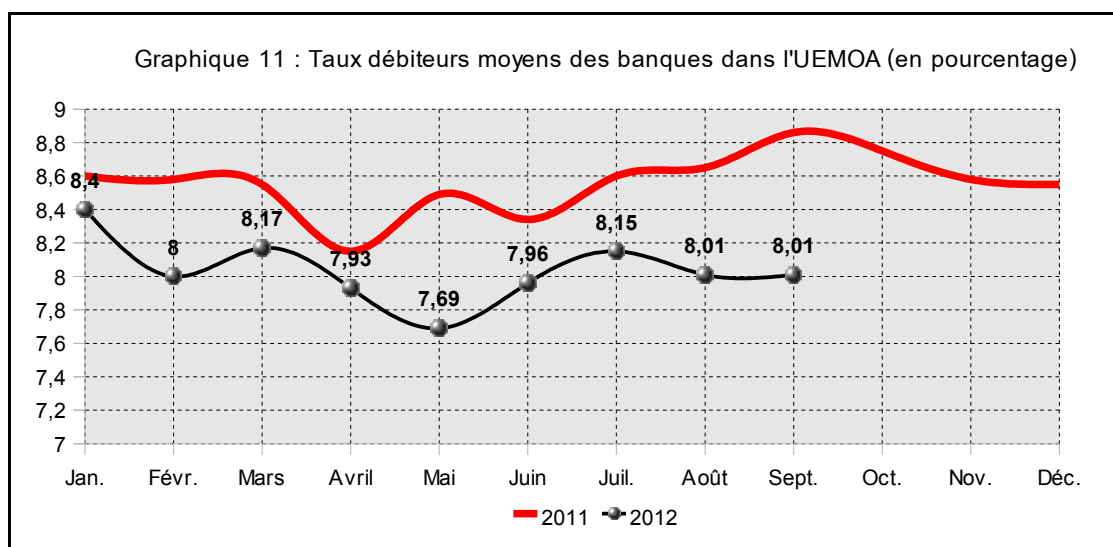
2.4.3 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

Hausse des taux débiteurs au niveau régional.

Après trois trimestres de baisses consécutives, les taux d'intérêt débiteurs se sont accrus au cours de la période sous revue. A la suite de la baisse des taux directeurs de la BCEAO, les mouvements observés sur les taux débiteurs ont été différents d'un pays à l'autre et l'effet immédiat attendu n'a pas été nettement perceptible dans tous les pays.

En effet, le taux débiteur moyen hors taxes et charges, pondéré par le volume des crédits mis en place, est ressorti en moyenne à 8,06% au troisième trimestre 2012 contre 7,86% au deuxième trimestre 2012, soit une augmentation de 20 points de base. Cette remontée du taux d'intérêt moyen à l'échelle régionale est liée essentiellement au durcissement des conditions des crédits au Mali (+34 points de base) et au Sénégal (+26 points de base). Par contre, les taux débiteurs ont baissé au Burkina (8 points de base), en Côte d'Ivoire (4 points de base) et au Niger (24 points de base).

La clientèle la plus concernée par la hausse des taux d'intérêt débiteurs, au troisième trimestre 2012, est constituée des sociétés d'Etat, des entreprises individuelles et des particuliers.

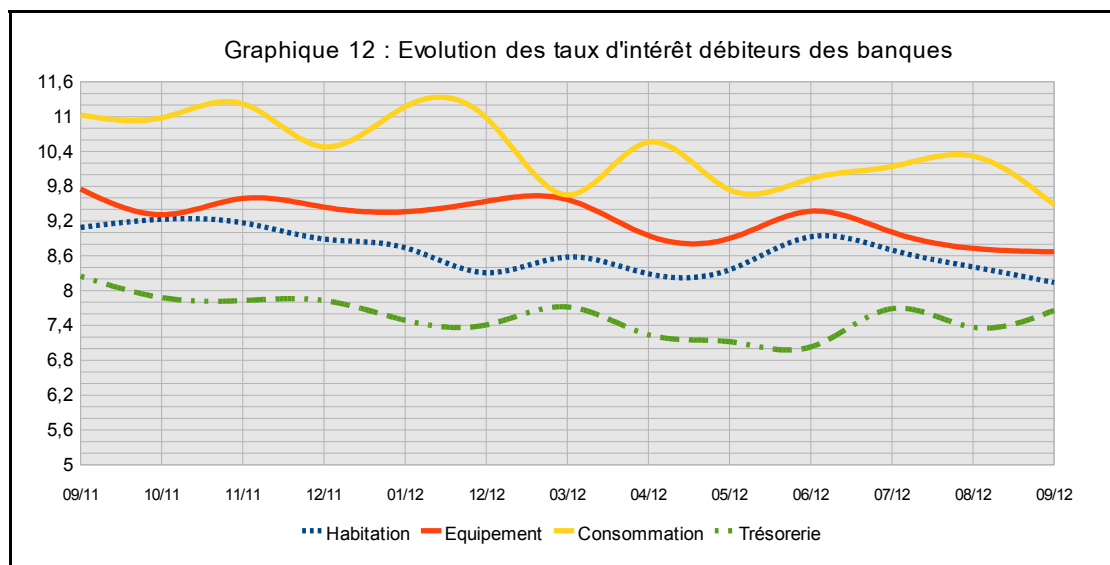


Selon l'objet du crédit, la hausse des taux débiteurs a concerné particulièrement les besoins de trésorerie (+45 points de base) et les crédits à l'exportation (+30 points de base). Ainsi, sur le troisième trimestre 2012, les taux d'intérêt moyens appliqués à ces catégories de crédits se sont établis, hors taxes et charges, à 7,97% et 11,34% respectivement.

Hausse du volume des crédits bancaires.

Le volume des **crédits bancaires mis en place** au cours du troisième trimestre 2012 est ressorti en hausse par rapport au trimestre précédent. La moyenne mensuelle, toutes maturités confondues, s'est fixée à 627,4 milliards au cours du trimestre sous revue, soit une progression de 5,6%. Cette augmentation reflète notamment l'accroissement des crédits bancaires observé au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo.

L'analyse selon l'objet indique essentiellement une hausse du volume des crédits de consommation et des crédits de trésorerie, ressortis en moyenne à 129,0 milliards et 451,8 milliards, soit des hausses de 35,0% et 4,6% respectivement. En revanche, les crédits à l'habitation et à l'équipement se sont repliés, pour se situer respectivement à 10,9 milliards et 62,5 milliards, soit une baisse de 5,6% et 4,2% respectivement d'un trimestre à l'autre.



Accroissement du volume des dépôts bancaires.

Concernant les **dépôts bancaires**, les ressources mobilisées par les banques se sont accrues au cours du trimestre sous revue, comparativement au deuxième trimestre 2012. En moyenne trimestrielle, le volume des dépôts enregistrés est ressorti à 523,8 milliards, soit une progression de 60,7 milliards. Cette augmentation est observée notamment au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

L'accroissement du volume des dépôts bancaires est imputable notamment aux sociétés d'Etat, à la clientèle financière des banques, ainsi qu'aux entreprises privées du secteur productif. Les ressources déposées par les sociétés d'Etat se sont situées à 52,9 milliards contre 37,1 milliards le trimestre précédent. Pour la clientèle financière et les entreprises privées du secteur productif, les ressources déposées se sont élevées à 60,5 milliards et 137,9 milliards contre 30,5 milliards et 121,8 milliards un trimestre plus tôt.

Le taux d'intérêt créditeur est ressorti également en hausse d'un trimestre à l'autre. Le taux moyen pondéré s'est établi à 5,03% contre 4,90% au cours du trimestre précédent. Cette augmentation des taux a concerné notamment la clientèle financière et les sociétés d'Etat. Les taux appliqués à ces catégories de clientèle se sont établis respectivement à 5,23% (+24 points de base) et 5,25% (+48 points de base).

Au troisième trimestre 2012, les taux de rémunération des dépôts bancaires se situent à 5,32% pour les entreprises individuelles et 5,10% pour les entreprises privées du secteur productif.

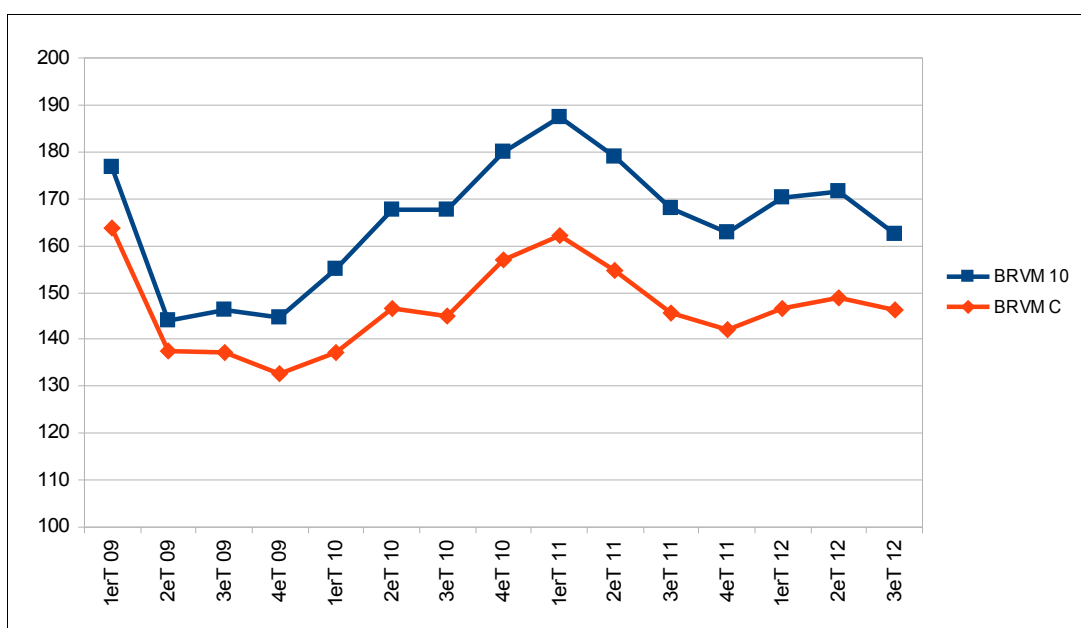
2.4.4 - Evolution du marché financier

Repli, en glissement annuel, des indices BRVM.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du troisième trimestre 2012, par une baisse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.

En effet, l'indice BRVM 10 s'est déprécié de 5,3% pour se fixer à 162,6 points contre 171,6 points au second trimestre 2012 et 167,9 points un an plus tôt. De même, l'indice BRVM composite a replié de 1,8% à 146,2 points contre 148,9 points au second trimestre 2012 et 145,5 points un an plus tôt.

Graphique 13 : Evolution trimestrielle de la BRVM



La capitalisation boursière du marché est ressortie à 4.185,4 milliards au cours du trimestre sous revue contre 3.797,2 milliards à la même période de l'année précédente, soit une progression de 10,2%. Cet accroissement de la capitalisation boursière est dû essentiellement à la hausse de 5,6% de la capitalisation du marché des actions et à l'augmentation de 34,7% de celle du marché obligataire.

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une baisse de 0,4% au troisième trimestre 2012, liée à la diminution de 1,0% de la capitalisation du marché des actions et à la hausse de 1,8% de celle du marché obligataire.

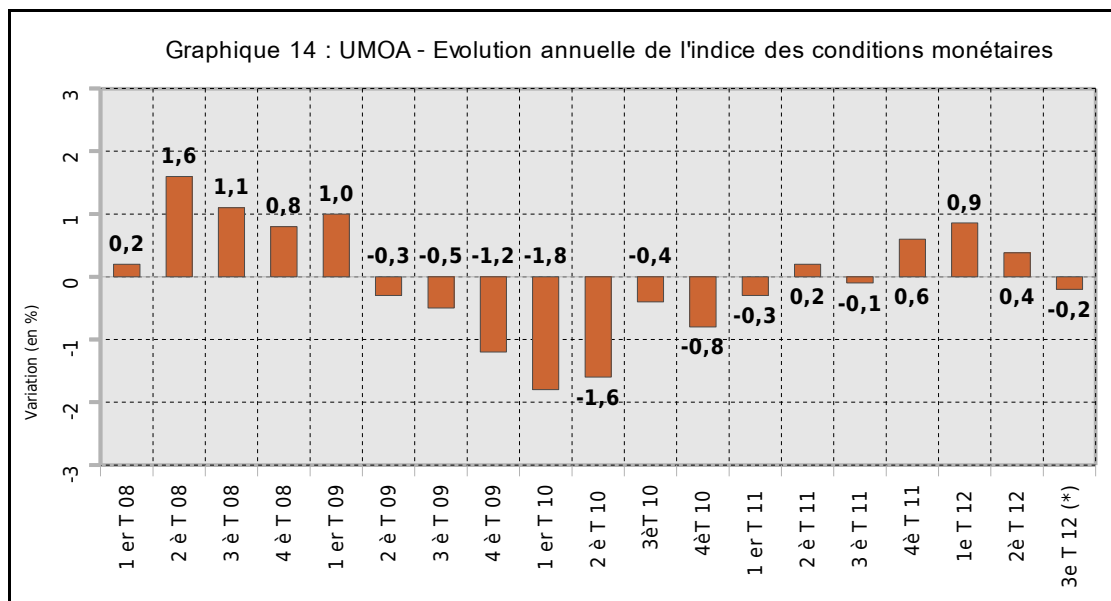
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires⁵

Au troisième trimestre 2012, l'indice des conditions monétaires s'est replié rompant ainsi avec la tendance haussière observée depuis le quatrième trimestre 2011. Il est passé de

⁵ L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale et, partant, sur l'inflation. Il est calculé comme une moyenne pondérée de ces deux variables et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à une période de base (généralement le niveau moyen de la période d'analyse).

Assouplissement des conditions monétaires dans l'UEMOA.

102,17 points au troisième trimestre 2011 à 101,97 points au cours du trimestre sous revue, soit un recul de 0,2%. Cette évolution est liée à la dépréciation du taux de change effectif nominal de 2,5%, atténuée par une hausse du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour (+0,15 point).



Source : BCEAO.

(*) Estimations

Le taux sur le marché interbancaire à un jour s'est situé à 4,24% au cours du trimestre sous revue contre 4,09% à la même période de l'année précédente. La baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de l'Union, en glissement annuel, au troisième trimestre 2012 provient de l'appréciation des monnaies des pays partenaires. En effet, en glissement annuel, l'indice du taux de change effectif nominal a diminué de 2,0% par rapport aux monnaies des pays industrialisés, de 5,1% vis-à-vis des pays asiatiques et de 5,5% par rapport aux pays émergents. L'appréciation des monnaies des partenaires reste imprimée par la remontée du dollar américain vis-à-vis de l'euro.

III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

3.1 – Perspectives économiques mondiales

L'environnement économique au troisième trimestre 2012 a été marqué par les difficultés de la Zone euro et le maintien à un niveau élevé du taux de chômage dans les pays avancés. Un ralentissement de la croissance est attendu en 2012. Selon les estimations du FMI, réalisées en octobre 2012, le taux de croissance de l'activité mondiale se situerait à 3,3% en 2012 contre 3,9% en 2011. Dans la Zone euro, le produit intérieur brut réel se replierait de 0,4% en 2012 contre une hausse de 1,5% en 2011. L'activité mondiale devrait progresser de 3,6% en 2013.

Les cours moyens du pétrole brut (WTI) se sont établis à 92,6 dollars à fin septembre 2012, en hausse de 0,3% par rapport à la même période de 2011. Les prévisions d'inflation

reposent sur un cours du pétrole brut (WTI) de 92 dollars en 2012, et 100 dollars en 2013 et en 2014.

Compte tenu des facteurs de risques (incertitudes liées à l'évolution de l'activité économique mondiale, persistance des risques géopolitiques, phénomènes climatiques, etc.), un scénario pessimiste correspondant à un cours moyen du baril de pétrole (WTI) de 97 dollars en 2012 et 105 dollars en 2013 et 2014 et un scénario optimiste tablant sur un cours moyen du baril de pétrole de 87 dollars en 2012 et 95 dollars en 2013 et 2014, ont été retenus.

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont ressortis en baisse de 5,0% en moyenne au troisième trimestre 2012 par rapport à leurs niveaux à la même période de 2011. Cette baisse en rythme annuel est imprimée par la détente des cours du blé (-9,2%). En revanche, les cours du riz et du lait ont progressé de 8,1% et 17,7% respectivement sur les neuf premiers mois de 2012. Les prévisions⁶ tablent sur une stabilité des cours des produits alimentaires importés en 2012, par rapport à 2011. Une hausse des cours, limitée à 5,0%, est projetée en 2013 dans le scénario central. Le scénario pessimiste prévoit en revanche une progression des cours mondiaux des produits alimentaires de 3% en 2012 et de 10% en 2013, tandis que le scénario optimiste suppose une baisse de 5,0% des cours en 2012 et 2013.

L'euro s'est échangé contre 1,28 dollar en moyenne au troisième trimestre 2012. Les prévisions révisées retiennent un taux de change euro/dollar de 1,28 dollar en 2012 et de 1,26 dollar en 2013 et 2014.

Tableau 9 : Hypothèses du scénario							
	2012	2013			2014		
		Optimiste	Central	Pessimiste	Optimiste	Central	Pessimiste
Baril du pétrole (WTI, en dollar)	92	95	100	105	95	100	105
Taux de change euro/dollar	1,28		1,26			1,26	
Inflation Zone euro (%)	2,4		1,8			1,8	
Evolution de la production céréalière (%)	15,0		5,0			5,0	

Sources : EUROSTAT, BCEAO.

L'inflation mondiale devrait s'atténuer en 2012, en raison de la baisse de la demande conjuguée à un léger recul des cours des matières premières. En particulier, la hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro, principal partenaire commercial de l'Union, passerait de 2,7% en 2011 à 2,4% en 2012 et 1,8% en 2013.

⁶ Les contrats à terme tablent sur une baisse des prix des produits alimentaires d'environ 7% en 2012. Toutefois, il a été retenu une hypothèse de stabilité des cours des produits alimentaires importés par les pays de l'Union, compte tenu de la hausse des cours du riz (principale importation alimentaire de la Zone) en 2012 et de la baisse prévue de la production mondiale de blé.

La production céréalière est projetée en hausse selon les dernières estimations du CILSS (voir page 12). Sur cette base, une baisse des prix des céréales locales par rapport aux niveaux atteints en 2012 est attendue en 2013. La production céréalière est projetée en hausse de 5% pour la campagne agricole 2013/2014.

3.2. Perspectives économiques internes

Le taux d'inflation en glissement annuel est prévu à 2,7% à fin octobre 2012, 2,5% à fin novembre 2012 et 2,1% à fin décembre 2012. En moyenne sur le quatrième trimestre 2012, la progression des prix serait de 2,5%, stable par rapport à son niveau du trimestre précédent. L'accélération de l'inflation résulterait de la hausse des prix des produits alimentaires importés.

Tableau 14 : Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)													
		Glissement annuel (*)									Moyenne		
		2012		2013				2014			2012	2013	Huit trimestres
		3 ^e T	4 ^e T	1 ^r T	2 ^e T	3 ^e T	4 ^e T	1 ^r T	2 ^e T	3 ^e T			
Taux d'inflation (*)	Scénario optimiste	2,5	2,0	1,1	1,0	0,6	0,6	0,5	0,9	0,9	2,1	0,8	1,0
	Scénario central	2,5	2,5	2,1	2,4	2,3	1,8	1,9	2,3	2,4	2,2	2,1	2,2
	Scénario pessimiste	2,5	2,9	3,5	3,8	3,6	3,7	3,7	3,6	3,7	2,4	3,6	3,6

Source : BCEAO.

(*) : Glissement annuel.

A l'horizon de huit trimestres, le taux d'inflation est projeté à 2,3% en glissement annuel, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union. Les risques pesant sur l'évolution de l'inflation au cours des prochains mois sont liés notamment au renchérissement des produits alimentaires importés. En effet, une hausse sensible des cours des produits alimentaires importés (blé, lait, etc.), en rapport notamment avec la sécheresse observée aux Etats-Unis et une grande partie de l'Europe et d'Asie centrale au cours de cette année, conjuguée à une poursuite de la remontée du dollar par rapport à l'euro impacterait la trajectoire de l'inflation dans l'UEMOA.

Le taux d'inflation en moyenne en 2012 dans l'UEMOA est projeté à 2,2% contre une prévision de 2,1% dans le précédent rapport. Cette révision à la hausse des perspectives d'inflation dans l'Union est attribuable aux tensions prévues sur les prix des carburants, le renchérissement des prix des produits de la pêche dans certains pays et la persistance des effets de la crise au Mali.

Pour ce qui concerne la compétitivité, une amélioration de 2,8% de la position concurrentielle de l'Union est attendue au quatrième trimestre 2012, en rapport avec la baisse de l'indice du taux de change effectif nominal de 1,1%. Le gain de compétitivité serait observé à l'égard des pays asiatiques (-2,9%), des partenaires émergents (-3,9%) et des Etats environnants (-8,9%).



ANNEXES

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin septembre 2012

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI), Brent et Dubaï et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin septembre 2012

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UEMOA à fin septembre 2012

Tableau 10 : Taux débiteurs des banques

Tableau 11 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA au troisième trimestre 2012

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA (scénario central)

(en pourcentage)

	Bénin	Burkina(*)	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA (*)
Réalisations									
Septembre 2011	2,8	4,0	4,7	4,8	3,2	3,0	2,6	4,3	3,8
Octobre 2011	2,1	4,8	4,1	3,6	3,3	3,1	2,7	2,6	3,5
Novembre 2011	1,5	4,9	3,3	3,3	4,1	3,7	2,7	3,0	3,2
Décembre 2011	1,8	5,1	1,9	3,4	5,3	1,4	2,7	1,5	2,5
Janvier 2012	5,9	2,8	2,3	2,1	3,8	-0,6	1,5	1,4	2,3
<i>Février 2012</i>	6,3	4,2	2,0	3,1	6,1	-0,4	2,1	2,9	2,8
Mars 2012	7,4	4,6	0,6	2,2	6,6	0,1	2,7	2,1	2,5
Avril 2012	6,4	5,1	-3,9	1,9	7,2	0,9	2,1	2,0	0,6
Mai 2012	7,1	5,8	-1,2	1,7	8,2	2,4	0,6	3,3	1,8
Juin 2012	6,7	5,4	1,0	1,9	6,5	-0,1	0,2	2,0	2,1
Juillet 2012	6,0	4,7	1,7	1,6	5,1	0,6	0,3	2,5	2,3
Août 2012	5,7	4,5	1,9	2,6	5,1	-0,2	1,1	2,5	2,4
Septembre 2012	7,4	4,0	2,2	1,4	4,7	0,9	1,3	2,7	2,7
<i>Octobre 2012</i>	7,2	2,3	2,1	2,6	5,1	0,8	1,7	3,4	2,7
<i>Novembre 2012</i>	7,1	2,1	1,8	2,6	4,3	0,0	2,0	3,2	2,5
<i>Décembre 2012</i>	6,6	1,2	1,7	2,3	3,0	-0,1	1,8	2,3	2,1
Moyenne									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,5	1,4
2011 (réalisations)	2,7	2,8	4,9	5,1	3,0	2,9	3,4	3,6	3,9
2012 (<i>projections</i>)	6,7	3,9	1,0	2,2	5,5	0,4	1,5	2,5	2,2
2013 (<i>projections</i>)	2,1	2,7	1,7	3,3	3,1	3,5	2,2	1,8	2,2

Sources : INS, BCEAO.

(*) : Estimations pour le Burkina depuis février 2012 et pour la Guinée-Bissau depuis avril 2012.

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin septembre 2012

(en points de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina(*)	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union (*)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,9	3,1	0,6	1,2	2,7	2,6	1,4	1,2	1,4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,0	0,0	0,3	0,0	0,4	0,1	0,0	0,1	0,2
Logement	0,7	0,2	0,4	0,0	0,4	-0,5	-0,2	0,9	0,3
Ameublement	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Transport	4,1	0,6	0,3	0,3	0,3	-0,8	0,0	0,3	0,5
Communication	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,4	-0,3	-0,1	-0,2	-0,1
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,3	0,1	0,4	0,0	0,1	-0,5	0,1	0,3	0,2
Autres biens	0,4	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0	0,2	0,1
Ensemble	7,4	4,0	2,2	1,4	4,7	0,9	1,3	2,7	2,7

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

(*) : Estimations

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

	Niveau de l'inflation en glissement annuel (en %)					Différentiel d'inflation en point de % (+) = défavorable et (-) = favorable			
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
sept.-11	8,4	10,3	3,0	3,9	3,8	0,8	-0,1	-6,5	-4,6
oct.-11	8,6	10,5	3,0	3,5	3,5	0,5	0,0	-7,0	-5,1
nov.-11	8,6	10,5	3,0	3,4	3,2	0,2	-0,2	-7,3	-5,4
déc.-11	8,6	10,3	2,7	3,0	2,5	-0,2	-0,5	-7,8	-6,1
janv.-12	8,7	12,6	2,7	2,9	2,3	-0,4	-0,6	-10,3	-6,4
févr.-12	8,6	11,9	2,7	2,9	2,8	0,1	-0,1	-9,1	-5,8
mars-12	8,8	12,1	2,7	2,7	2,5	-0,2	-0,2	-9,6	-6,3
avr.-12	9,1	12,9	2,6	2,3	0,6	-2,0	-1,7	-12,3	-8,5
mai-12	9,3	12,7	2,4	1,7	1,8	-0,6	0,1	-10,9	-7,5
juin-12	9,4	12,9	2,4	1,7	2,1	-0,3	0,4	-10,8	-7,3
juil.-12	9,5	12,8	2,4	1,4	2,3	-0,1	0,9	-10,5	-7,2
août-12	9,5	11,7	2,6	1,7	2,4	-0,2	0,7	-9,3	-7,1
sept.-12	9,4	11,3	2,6	2,0	2,7	0,1	0,7	-8,6	-6,7

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

(glissement annuel en %)

	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
septembre-11	12,4	15,6	44,4	46,1	18,4	14,3	10,1
octobre-11	1,7	8,8	41,1	16,9	12,9	-1,8	3,3
novembre-11	-0,4	1,9	43,1	15,7	12,1	-12,5	-2,4
décembre-11	-8,1	-13,4	36,4	7,7	8,2	-17,2	-6,6
janvier-12	-10,6	-15,8	18,5	2,8	2,4	-15,6	-10,9
février-12	-10,6	-20,2	17,8	-4,8	2,8	-11,1	-13,3
mars-12	-6,0	-11,2	13,0	-3,5	13,4	2,8	-5,9
avril-12	-8,5	-21,2	32,0	-12,9	17,1	13,5	-6,8
mai-12	-9,3	-25,6	-2,4	-12,7	22,4	18,3	-7,4
juin-12	-7,1	-15,6	-0,6	-14,1	17,0	18,5	-13,9
juillet-12	2,2	12,7	6,5	9,1	5,9	41,9	-17,9
août-12	2,0	5,7	-1,4	5,5	1,0	48,7	-21,1
septembre-12	3,7	12,6	-90,1	-39,5	-4,1	46,5	-21,1

Source : Fonds Monétaire International.

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA*(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)*

	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11	janv.-12	févr.-12	mars-12	avr.-12	mai-12	juin-12	juil.-12	août-12	sept.-12	septembre 2012/ septembre 2011 (en %)
Bénin														
Essence super	570	570	570	570	570	570	590	610	610	590	560	595	640	12,3
Gazole	575	575	575	600	600	600	625	625	625	625	590	620	650	13,0
Burkina														
Essence super	682	682	682	682	682	682	682	732	732	732	730	730	730	7,1
Gazole	606	606	606	606	606	606	606	656	656	656	656	656	656	8,3
Côte d'Ivoire														
Essence super	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	774	0,0
Gazole	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	0,0
Guinée-Bissau														
Essence super	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	790	0,0
Gazole	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725	0,0
Mali														
Essence super	670	670	670	670	670	670	670	695	705	705	705	705	705	5,2
Gazole	590	590	590	590	590	590	590	610	620	620	620	620	620	5,1
Niger														
Essence super	679	679	679	679	579	579	579	579	579	579	579	579	579	-14,7
Gazole	655	655	655	655	577	577	577	577	577	577	577	577	577	-11,9
Sénégal														
Essence super	867	890	860	858	850	850	850	850	850	850	847	847	847	-2,3
Gazole	777	798	825	824	798	798	798	798	798	798	760	760	760	-2,2
Togo														
Essence super	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	595	0,0
Gazole	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	629	0,0

Source : BCEAO.

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (moyenne WTI, BRENT, DUBAI)

	Cours du pétrole en dollars		Cours du dollar en FCFA		Cours du pétrole en FCFA		Cours de l'euro en dollar	
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
2010								
janvier	77,12	3,0	459,6	2,4	35 445,0	5,5	1,427	-2,3
février	74,76	-3,1	479,2	4,3	35 827,2	1,1	1,369	-4,1
mars	79,30	6,1	483,4	0,9	38 338,4	7,0	1,357	-0,9
avril	84,19	6,2	489,2	1,2	41 184,4	7,4	1,341	-1,2
mai	75,62	-10,2	522,0	6,7	39 476,5	-4,1	1,257	-6,3
juin	74,72	-1,2	537,3	2,9	40 148,6	1,7	1,221	-2,8
juillet	74,58	-0,2	514,5	-4,2	38 374,7	-4,4	1,275	4,4
août	75,82	1,7	508,7	-1,1	38 573,1	0,5	1,289	1,1
septembre	76,12	0,4	502,0	-1,3	38 210,2	-0,9	1,307	1,3
oct.	81,72	7,4	472,0	-6,0	38 570,7	0,94	1,390	6,4
nov.	84,53	3,4	479,9	1,7	40 568,4	5,18	1,367	-1,7
déc.	90,01	6,5	496,2	3,4	44 661,2	10,09	1,322	-3,3
Moyenne Janvier-déc.	79,04	28,0	495,3	4,9	39 114,9	35,5	1,327	-4,7
2011								
janvier	92,66	2,9	491,0	-1,0	45 495,9	1,9	1,336	1,1
février	95,95	3,5	480,6	-2,1	46 110,4	1,4	1,365	2,2
mars	107,18	11,7	468,6	-2,5	50 219,9	8,9	1,400	2,6
avril	114,53	6,9	453,8	-3,2	51 972,7	3,5	1,446	3,3
mai	105,76	-7,7	457,2	0,7	48 348,3	-7,0	1,435	-0,7
juin	102,19	-3,4	455,9	-0,3	46 585,7	-3,6	1,439	0,3
juillet	103,75	1,5	459,9	0,9	47 712,0	2,4	1,426	-0,9
août	94,08	-9,3	457,4	-0,5	43 033,6	-9,8	1,434	0,5
septembre	93,75	-0,4	475,6	4,0	44 588,7	3,6	1,379	-3,8
oct.	93,42	-0,4	478,6	0,6	44 707,1	0,3	1,371	-0,6
nov.	101,29	8,4	484,0	1,1	49 024,4	9,7	1,356	-1,1
déc.	106,80	5,4	499,8	3,3	53 369,0	8,9	1,313	-3,2
Moyenne Janvier-déc.	100,95	27,7	471,9	-4,7	47 597,3	21,7	1,392	4,9
2012								
janvier	103,91	2,3	508,3	-0,2	52 819,1	2,3	1,291	0,1
février	107,87	3,8	496,3	-2,4	53 531,0	1,3	1,322	2,4
mars	112,24	4,1	496,9	0,1	55 776,7	4,2	1,320	-0,1
avril	109,16	-2,7	498,7	0,3	54 432,0	-2,4	1,316	-0,3
mai	99,71	-8,7	512,3	2,7	51 085,0	-6,1	1,281	-2,6
juin	86,98	-12,8	523,7	2,2	45 551,1	-10,8	1,253	-2,2
juillet	92,74	6,6	533,9	1,9	49 508,9	8,7	1,229	-1,9
août	100,05	7,9	529,0	-0,9	52 931,1	6,9	1,240	0,9
septembre	100,70	0,7	510,3	-3,5	51 391,7	-2,9	1,286	3,7
Moyenne Janvier-septem	101,48	0,4	512,2	9,8	51 891,8	10,1	1,282	-8,9

Sources : BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

	Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
2010			
janvier	70,0	57,7	7,8
février	78,1	66,4	7,1
mars	67,5	60,2	4,5
avril	64,8	62,2	1,6
mai	27,5	38,3	-7,8
juin	8,5	24,5	-12,9
juillet	16,7	28,9	-9,5
août	6,5	17,8	-9,6
septembre	9,9	22,5	-10,3
oct.	8,4	15,6	-6,2
nov.	7,6	17,4	-8,4
déc.	18,3	30,8	-9,5
Moyenne 2009	32,0	36,9	-4,4
2011			
janvier	15,7	23,6	-6,4
février	20,7	21,0	-0,3
mars	27,2	23,3	3,2
avril	28,8	19,5	7,8
mai	32,6	16,1	14,2
juin	26,7	7,5	17,9
juillet	27,5	13,9	11,9
août	12,2	0,9	11,2
septembre	11,8	6,1	5,4
octobre	4,6	6,1	-1,4
novembre	14,4	15,6	-0,8
décembre	13,7	14,5	-0,7
Moyenne 2011	19,7	14,0	5,2
2012			
janvier	10,4	14,3	-3,4
février	11,1	14,7	-3,1
mars	2,7	8,9	-5,7
avril	-6,2	3,1	-9,0
mai	-6,5	4,8	-10,7
juin	-14,6	-1,9	-12,9
juillet	-9,6	4,9	-13,9
août	9,0	26,1	-13,5
septembre	10,7	18,6	-6,6
Moyenne janvier- septembre	0,8	9,3	-8,8

Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin septembre 2012

(En milliards de FCFA)

RUBRIQUES	BENIN	BURKINA	C. D'IVOIRE	G. BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA
RECETTES ET DONDS (en mds)	590,9	906,8	1737,3	54,1	678,6	460,6	1115,4	281,84	5825,54
RECETTES TOTALES	535,6	754,8	1 697,3	34,8	669,4	356,7	995,4	256,7	5 300,7
* Recettes fiscales	447,0	672,8	1 494,8	30,3	559,8	336,3	903,3	208,9	4 653,2
* Recettes non fiscales	88,60	82,0	202,5	4,5	37,2	10,0	65,1	47,8	537,7
* Autres recettes		0,0	0,0		72,4	10,4	27,0		109,8
DONS	55,3	152,0	40,0	19,3	9,2	103,9	120,0	25,1	524,8
DEPENSES ET PRÊTS NETS	623,8	929,9	2 132,7	51,3	699,6	437,9	1 303,1	337,8	6 516,1
DEPENSES TOTALES	617,5	922,9	2 132,7	51,3	701,6	437,9	1 282,4	336,8	6 483,1
DEPENSES COURANTES	439,8	552,0	1 504,8	41,3	498,5	257,5	798,7	235,0	4 327,6
* Masse salariale	204,7	248,3	705,6	18,1	159,0	97,6	301,7	79,8	1 814,8
* Intérêts sur la dette	12,0	4,6	161,9	0,2	18,9	5,4	68,4	11,6	282,9
DEPENSES EN CAPITAL	177,7	370,9	405,0	10,0	77,0	180,4	483,7	101,8	1 806,5
dont investissement sur ressources internes	107,0	229,2	325,3	1,2	44,9	91,2	277,1	39,0	1 114,9
AUTRES DEPENSES		0,0	222,9	0,0	126,1	0,0		0,0	349,0
PRÊTS NETS	6,3	7,0	0,0	0,0	-2,0	0,0	20,7	1,0	33,0
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	0,8	-21,8	29,1	-7,5	144,9	13,4	-12,0	-5,8	141,1
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(dons compris)	-32,9	-23,1	-395,4	2,8	-21,0	22,7	-187,7	-56,0	-690,6
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(hors dons)	-88,2	-175,1	-435,4	-16,5	-30,2	-81,2	-307,7	-81,1	-1 215,4
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	0,8	-21,8	29,1	-7,5	144,9	13,4	-12,0	-5,8	141,1
SOLDE GLOBAL (base caisse)(dons compris)	-71,5	-25,1	-393,7	1,0	-151,9	10,9	-187,7	-55,7	-873,7
INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE									
* Masse salariale/recettes fiscales	45,8%	36,9%	47,2%	59,7%	28,4%	29,0%	33,4%	38,2%	39,0%
* Variation nette des arriérés intérieurs	-14,8	-5,0	1,7	-1,8	-1,8	0,0	0,0	0,0	-21,7
* Variation nette des arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-11,8	0,0	0,3	-11,5
* Invest. sur ress. intér./recettes fiscales	23,9%	34,1%	21,8%	4,0%	8,0%	27,1%	30,7%	18,7%	24,0%
* Solde primaire de base/recettes fiscales	0,2%	-3,2%	1,9%	-24,8%	25,9%	4,0%	-1,3%	-2,8%	3,0%
* Solde budgétaire de base /PIB	0,0%	-0,5%	0,3%	-1,8%	3,2%	0,5%	-0,2%	-0,4%	0,4%

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties au troisième trimestre 2012

	Stock					Variation trimestrielle (%)				Glissement annuel (%)			
	septembre 11	décembre 11	mars 12	juin 12	septembre 12	4e T 2011	1er T 2012	2e T 2012	3e T 2012	4e T 2011	1er T 2012	2e T 2012	3e T 2012
Masse monétaire	12 861 528,0	13 663 891,8	13 592 424,4	13 904 405,0	13 915 660,2	6,2	-0,5	2,3	0,1	11,0	9,8	9,6	8,2
Disponibilité monétaire	8 414 620,0	9 117 565,8	8 937 324,4	9 135 917,0	9 001 565,2	8,4	-2,0	2,2	-1,5	13,3	10,5	9,9	7,0
Circulation fiduciaire	3 231 525,3	3 675 768,5	3 546 068,3	3 593 206,4	3 468 387,8	13,7	-3,5	1,3	-3,5	3,3	2,9	5,8	7,3
Dépôts en CCP	35 235,8	32 420,9	33 387,3	33 664,5	35 046,8	-8,0	3,0	0,8	4,1	14,7	11,0	75,8	-0,5
Dépôt en CNE	79 415,3	79 362,9	79 413,7	79 413,7	76 490,3	-0,1	0,1	0,0	-3,7	15,0	7,7	4,3	-3,7
Dépôts à vue en banque	5 068 443,6	5 330 013,5	5 278 455,1	5 429 632,4	5 421 640,3	5,2	-1,0	2,9	-0,1	21,4	16,3	12,5	7,0
SOE-EPIC	722 740,8	718 685,8	725 851,6	788 487,3	760 567,2	-0,6	1,0	8,6	-3,5	37,0	41,5	24,6	5,2
Particuliers et entreprises privées	4 345 702,8	4 611 327,7	4 552 603,5	4 641 145,1	4 661 073,1	6,1	-1,3	1,9	0,4	19,3	13,0	10,7	7,3
Dépôts à terme en banque	4 446 908,0	4 546 326,0	4 655 100,0	4 768 488,0	4 914 095,0	2,2	2,4	2,4	3,1	6,5	8,7	9,2	10,5
SOE-EPIC	327 110,0	321 389,0	347 143,0	371 690,0	419 026,0	-1,7	8,0	7,1	12,7	5,4	12,5	13,7	28,1
Particuliers et entreprises privées	4 119 798,0	4 224 937,0	4 307 957,0	4 396 798,0	4 495 069,0	2,6	2,0	2,1	2,2	6,6	8,4	8,8	9,1
Autres postes nets	2 368 308,6	2 300 571,1	2 440 097,6	2 251 916,4	2 371 214,4	-2,9	6,1	-7,7	5,3	12,9	18,2	5,3	0,1
Passif	15229836,6	15 964 462,9	16 032 522,0	16 156 321,4	16 286 874,6	4,8	0,4	0,8	0,8	11,2	11,0	9,0	6,9
CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE													
	Stock					Variation mensuelle (%)				Glissement annuel (%)			
	septembre 11	décembre 11	mars 12	juin 12	septembre 12	4e T 2011	1er T 2012	2e T 2012	3e T 2012	4e T 2011	1er T 2012	2e T 2012	3e T 2012
Avoirs Extérieurs Nets	5 888 848,0	5 820 411,6	5 739 352,2	5 323 343,7	5 209 666,0	-1,2	-1,4	-7,2	-2,1	3,3	6,8	-7,3	-11,5
Banque Centrale	5 947 090,1	5 903 943,6	5 711 470,2	5 449 139,7	5 289 455,0	-0,7	-3,3	-4,6	-2,9	6,3	5,4	-5,4	-11,1
Banques	-58 242,1	-83 532,0	27 882,0	-125 796,0	-79 789,0	43,4	-133,4	-551,2	-36,6	-202,5	-162,3	643,1	37,0
Crédit intérieur	9 340 988,6	10 144 051,3	10 293 169,8	10 832 977,7	11 077 208,6	8,6	1,5	5,2	2,3	16,4	13,5	19,3	18,6
Position Nette du Gouvernement	2 190 852,0	2 330 352,2	2 528 467,8	2 674 932,4	2 738 539,8	6,4	8,5	5,8	2,4	22,2	10,5	35,1	25,0
Crédit à l'économie	7 150 136,6	7 813 699,1	7 764 702,0	8 158 045,3	8 338 668,8	9,3	-0,6	5,1	2,2	14,8	14,6	14,9	16,6
Court terme	4 194 637,6	4 664 625,1	4 553 990,0	4 832 170,3	4 872 458,8	11,2	-2,4	6,1	0,8	16,3	14,9	13,9	16,2
dont crédit de campagne	92 488,0	164 638,0	194 222,0	164 331,0	158 529,0	78,0	18,0	-15,4	-3,5	10,9	0,8	-11,1	71,4
Moyen et long terme	2 955 499,0	3 149 074,0	3 210 712,0	3 325 875,0	3 466 210,0	6,5	2,0	3,6	4,2	12,6	14,1	16,4	17,3
Actif	15 229 836,6	15 964 462,9	16 032 522,0	16 156 321,4	16 286 874,6	4,8	0,4	0,8	0,8	11,2	11,0	9,0	6,9

Source : BCEAO

TABEAU 10 : TAUX DEBITEURS DES BANQUES

		Moy.09	Moy.10	Moy.11	sept.-11	oct.-11	nov.-11	déc.-11	Moy.12	janv.-12	févr.-12	mars-12	avr.-12	mai-12	juin-12	juil.-12	août-12	sept.-12
Crédits bancaires mis en place																		
	- Volume (en milliards de FCFA)	421,9	472,4	499,7	582,0	523,0	526,1	820,8	587,2	465,0	511,9	644,2	571,6	589,9	620,4	629,2	692,1	560,9
	Court terme	317,3	350,6	350,6	395,8	363,0	377,9	564,8	434,5	329,8	394,6	469,8	419,2	432,7	474,1	446,2	506,3	438,4
	Moyen et long terme	104,7	121,8	149,1	186,1	160,1	148,2	256,0	152,7	135,2	117,3	174,4	152,3	157,2	146,3	183,1	185,7	122,5
	Secteur privé	387,6	443,6	472,0	550,9	520,8	512,9	770,3	548,9	434,8	474,7	584,7	516,6	555,0	602,2	558,2	673,2	541,5
(A)	- Taux d'intérêt moyen (%)	8,59	8,39	8,52	8,82	8,70	8,57	8,34	8,04	8,40	8,02	8,17	7,93	7,69	7,96	8,15	8,01	8,01
	(Hors personnel de banque)	8,62	8,42	8,55	8,86	8,75	8,61	8,37	8,09	8,44	8,07	8,21	7,96	7,78	7,99	8,19	8,04	8,09
	Court terme	8,07	7,83	7,81	7,85	7,97	7,87	7,80	7,84	7,89	7,82	8,00	8,01	7,99	7,80	7,77	7,64	7,66
	Moyen et long terme	10,19	10,04	9,96	10,16	10,02	10,15	10,06	9,82	9,63	10,00	9,88	9,84	9,82	9,54	9,87	9,79	10,03
	Secteur privé	8,66	8,45	8,45	8,51	8,64	8,52	8,44	8,46	8,47	8,45	8,54	8,52	8,61	8,39	8,45	8,31	8,36
	- Durée moyenne des crédits (mois)	17,28	18,10	19,50	18,93	20,13	18,69	17,24	20,02	18,91	17,45	19,70	19,26	20,05	19,74	22,89	22,06	17,73
Nouveaux dépôts bancaires																		
	- Volume (en milliards de FCFA)	259,1	363,2	383,4	424,8	372,9	385,7	499,2	498,6	543,6	520,5	465,8	360,3	528,5	500,2	634,2	510,7	426,4
	Court terme	71,8	276,2	282,2	293,6	267,4	299,8	389,0	392,0	441,1	424,3	381,3	284,0	436,0	392,5	502,5	367,3	302,4
	Autres dépôts	53,4	87,0	101,1	131,2	105,5	85,8	110,2	106,6	102,6	96,2	84,4	76,4	92,5	107,7	131,8	143,4	124,0
	Secteur privé	5,1	288,4	306,5	336,0	297,6	301,1	361,9	404,8	434,3	440,2	351,3	296,2	434,6	435,9	515,8	400,4	337,7
(B)	- Taux d'intérêt moyen (%)	5,00	5,11	5,25	5,13	5,10	5,02	5,37	5,00	4,95	5,01	5,21	5,16	4,80	4,75	4,96	5,09	5,04
	Court terme	5,53	5,04	5,09	5,09	4,87	4,95	5,15	4,84	4,85	4,89	5,11	5,14	4,71	4,54	4,72	4,88	4,73
	Secteur privé	4,97	5,09	5,24	5,15	5,00	4,98	5,48	4,96	4,86	4,95	5,04	5,23	4,73	4,71	4,85	5,03	4,95
	- Durée moyenne des dépôts (mois)	25,2	19,4	19,2	18,87	19,50	15,62	13,45	14,42	13,44	4,97	5,25	14,64	12,85	14,21	15,85	15,75	17,14
(A-B)	Marge moyenne d'intérêt (%)	3,6	3,3	3,3	3,7	3,6	3,5	3,0	3,0	3,5	3,0	3,0	2,8	2,9	3,2	3,2	2,9	3,0

* : données provisoires

Tableau 11 : Commerce extérieur de l'UEMOA au titre du troisième trimestre 2012

Exportations

EXPORTATIONS	Troisième trimestre 2011		Deuxième trimestre 2012*		Troisième trimestre 2012**		Variation Trimestrielle (%)		Variation Annuelle(%)	
	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits du cacao	306 658,1	448,1	190 035,0	201,6	191 468,1	217,1	0,8	7,6	-37,6	-51,6
Produits du café	18 768,7	21,0	45 106,9	40,9	44 591,0	41,6	-1,1	1,9	137,6	97,8
Produits du coton	75 964,2	87,4	131 882,2	321,5	85 887,7	168,3	-34,9	-47,6	13,1	92,6
Produits de l'anarcade	193 897,9	81,9	411 757,1	159,6	320 076,4	109,7	-22,3	-31,3	65,1	34,0
Or et métaux précieux	42,7	592,7	39,5	543,3	47,5	683,8	20,1	25,9	11,1	15,4
Uranium	981,3	67,5	1 195,0	87,2	1 224,9	89,4	2,5	2,5	24,8	32,5
Produits pétroliers	1 298 765,6	554,7	1 198 499,1	567,3	1 310 265,7	627,0	9,3	10,5	0,9	13,0
Caoutchouc	77 069,7	230,5	57 656,8	99,9	78 516,8	120,6	36,2	20,7	1,9	-47,7
Produits divers	2 487 458,3	670,3	2 545 962,5	819,1	2 614 042,5	833,8	2,7	1,8	5,1	24,4
TOTAL	4 459 606,5	2 754,1	4 582 134,1	2 840,4	4 646 120,6	2 891,4	1,4	1,8	4,2	5,0

(*) Le détail par produit n'est pas disponible pour le Sénégal

(**) Estimation pour tous les pays sauf la Guinée-Bissau

Sources : BCEAO, INS, DOUANE

Importations

IMPORTATIONS	Troisième trimestre 2011		Deuxième trimestre 2012*		Troisième trimestre 2012**		Variation Trimestrielle (%)		Variation Annuelle(%)	
	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume (Tonnes)	Valeur (mds de FCFA)	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Produits alimentaires	2 478 776,2	709,2	2 374 604,8	697,1	2 543 014,0	764,4	7,1	9,7	2,6	7,8
Biens de consommation courante	17 973,1	155,8	61 517,7	177,0	62 215,6	180,5	1,1	2,0	246,2	15,9
Produits énergétiques	3 527 962,1	1 220,5	2 884 466,2	1 044,0	3 082 208,5	1 138,2	6,9	9,0	-12,6	-6,7
Biens intermédiaires	2 719 695,1	599,1	2 927 870,3	670,4	3 075 681,7	702,2	5,0	4,7	13,1	17,2
Biens d'équipement	266 713,7	634,7	314 495,8	751,8	323 528,6	792,7	2,9	5,4	21,3	24,9
Produits divers	443 425,3	300,6	460 939,9	290,1	472 314,1	325,9	2,5	12,3	6,5	8,4
TOTAL CAF	9 454 545,6	3 619,8	9 023 894,6	3 630,2	9 558 962,4	3 903,9	5,9	7,5	1,1	7,8
TOTAL FOB (***)		3 076,8		3 085,7		3 318,3		7,5		7,8

(*) Le détail par produit n'est pas disponible pour le Sénégal

(**) Estimation pour tous les pays sauf la Guinée-Bissau

(***) Les importations étant en valeur CAF, elles ont été ajustées de -15% pour en déduire le fret et l'assurance.

Ce taux de 15% correspond au niveau moyen estimé à partir des taux en valeur CAF pour obtenir le montant en valeur FOB.

Sources : BCEAO, INS, DOUANE



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int